

RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 771 - SEPTEMBRE 2025

COMPRENDRE

CLIMAT ET PAUVRETÉ : LE DOUBLE DÉFI DES VILLES D'ASIE

EXPLORER

(SUR)VIVRE AU BOIS
DE VINCENNES

INNOVER

ÉPICERIE SOLIDAIRE
POUR UNE ALIMENTATION
SAINE ET DURABLE



Secours
Catholique
Caritas France



04 RÉAGIR

Plan « Mayotte debout » : ne pas se tromper d'enjeux

06 INNOVER

Épicerie solidaire : un besoin de qualité

11 DÉBATTRE

Domiciliation : quelle prise en charge ?

14 COMPRENDRE

14 **Enquête.** Climat et pauvreté : le double défi des villes d'Asie

22 **L'entretien :** Silvia Marcon. « *Les politiques climatiques des villes doivent partir des besoins des populations* »

26 **Ici et là-bas.** En ville, entre «bouilloires thermiques» et «puits de chaleur»

27 **Des outils pour comprendre**

28 RENCONTRER

Guillaume Lardanchet. Changer de regard sur les mineurs à la rue

31 EXPLORER

(Sur)vivre au bois de Vincennes

38 POINT DE VUE

Hommage. Sébastião Salgado, la souffrance et la beauté

39 LE REGARD DE BESSE ET ÉRIC LA BLANCHE

Les experts

RÉ- SOLUTIONS

Supplément au trimestriel **Messages du Secours Catholique-Caritas France** :

106, rue du Bac – 75341 Paris CEDEX 07
Tél. : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50

Président et directeur de la publication :
Didier Duriez

Directrice de la communication :
Agnès Dutour

Rédacteurs en chef :
Emmanuel Maistre (7576)
Clarisse Briot (7339)

Rédacteur en chef adjoint :
Jacques Duffaut (7385)

Rédacteurs :
Djamila Ould Khettab (5239)
Benjamin Sèze (5239)
Cécile Leclerc-Laurent (7534)
Aurore Chaillou (7534)

Rédacteur-graphiste :
Guillaume Seyral (7414)

Rédactrice photo :
Elodie Perriot (7583)

Correction :
Catherine Hervouët des Forges

Imprimerie : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique – Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 41 830 exemplaires.

Dépôt légal : n° 120 960

Numéro de commission paritaire :
1127 H 82430 / Édité par le Secours Catholique – Caritas France.

Photo de couverture :
Gaël Kerbaol / SCCF



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.

“

NOUS SOMMES
CONFRONTÉS À UNE
GRANDE PRÉCARITÉ
OÙ LES HABITANTS
DES ZONES URBAINES
SONT PRIS AU PIÈGE
D'UN CERCLE VICIEUX
DE PAUVRETÉ,
D'INSALUBRITÉ
ET DE CONDITIONS
CLIMATIQUES EXTRÊMES.

”

ÉDITORIAL

VILLES DURABLES : UN DÉFI ÉCOLOGIQUE ET SOCIAL

PAR **FRANCESCA BOMBI**, RESPONSABLE DU PÔLE ASIE & EUROPE ORIENTALE
ET **MARGAUX GINESTET**, CHARGÉE DE PROJETS INTERNATIONAUX

Pouvons-nous ignorer 57 % de la population mondiale actuelle – et 70 % d'ici 2050¹ – dans l'élaboration de notre réponse à l'urgence climatique et sociale ? La réponse est simple : non. C'est précisément pourquoi nous considérons le développement urbain durable et inclusif comme une composante essentielle de notre stratégie.

Dans notre monde de plus en plus globalisé, « *tout est lié*² ». Les villes ne peuvent plus être pensées indépendamment du monde rural, dont elles accueillent une population croissante fuyant les inondations, sécheresses, incendies et mauvaises récoltes. Cette urbanisation rapide non planifiée a à son tour des conséquences dévastatrices, en exacerbant le réchauffement climatique ainsi que la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes.

Dans la mise en œuvre de nos projets en Asie, nous sommes confrontés à une grande précarité où les habitants des zones urbaines sont pris au piège d'un cercle vicieux de pauvreté, d'insalubrité et de conditions climatiques extrêmes. En l'absence de politiques publiques adaptées, les plus vulnérables sont privés de leurs droits fondamentaux et vivent sans aucun accès aux services de base. La ville devient alors un lieu d'exclusion et les quartiers précaires des zones urbaines évoquent de plus en plus les images des camps de déplacés fuyant des conflits.

Face à ces défis, la participation des personnes concernées est essentielle. C'est dans cette logique que s'inscrit l'engagement du Secours Catholique-Caritas France et de ses partenaires en Inde, au Bangladesh et au Cambodge, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD). Cela signifie reconnaître et renforcer les capacités existantes des habitants pour qu'ils puissent identifier eux-mêmes les priorités, proposer des solutions adaptées à leurs réalités et participer activement à leur déploiement.

Au-delà de la réponse immédiate, il convient d'agir sur les causes profondes des inégalités socio-économiques – ce qui implique une véritable redistribution du pouvoir entre habitants et décideurs, mais aussi au sein même des communautés, en remettant en question les dynamiques de pouvoir et les rapports de force établis, qu'ils soient liés au genre, à l'âge ou à d'autres formes de domination existantes. Nous sommes convaincus que ce processus de transformation sociale peut constituer la fondation solide de villes plus justes, inclusives et durables. ■

¹ Banque mondiale : bit.ly/popUrbaine

² Encyclique *Laudato Si*, pape François.

PLAN “MAYOTTE DEBOUT” : NE PAS SE TROMPER D’ENJEUX

Le projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte contient des mesures qui se veulent structurelles pour corriger durablement les difficultés du territoire. Mais ce texte, largement axé sur la lutte contre l’immigration irrégulière et l’habitat informel, passe à côté d’enjeux essentiels pour donner un nouvel élan à l’île dans un climat social et sociétal plus apaisé.

PAR **BENJAMIN SÈZE**



Des fonds et des subventions supplémentaires.

Quatre milliards d’euros sont annoncés pour financer des infrastructures essentielles à l’île (en particulier sur les questions d’assainissement et de production d’eau potable). De plus, le classement de l’île entière en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) va permettre d’avoir accès à des dispositifs complémentaires.



Un fonds de soutien aux activités périscolaires.

À Mayotte, environ 7 000 enfants ne sont pas scolarisés, et ceux qui le sont n’ont pas accès en permanence à l’école. S’il ne résout pas ce problème qui nécessite la création d’établissements supplémentaires, le périscolaire permet de proposer quelque chose de constructif aux jeunes sur leurs temps d’inactivité.



Vers une convergence sociale avec la métropole.

À Mayotte, le RSA est minoré de 50 % par rapport au montant national, l’accès à l’allocation logement et à l’allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) est restreint... Il y a, dans ce projet de loi, une volonté de faire converger les prestations sociales avec les barèmes appliqués en métropole. Malheureusement certains droits, comme l’AME et le droit au logement opposable (Dalo), non effectifs à Mayotte, restent exclus de cette “convergence”.



Des personnes en situation irrégulière davantage précarisées.

Les conditions d’accès à la nationalité ou à un titre de séjour sont encore durcies, ce qui ne fera qu’aggraver la situation de pauvreté de milliers de personnes et familles sur l’île, car elles ne pourront pas accéder aux droits ni à l’emploi.



Des destructions d’habitats sans garantie de relogement.

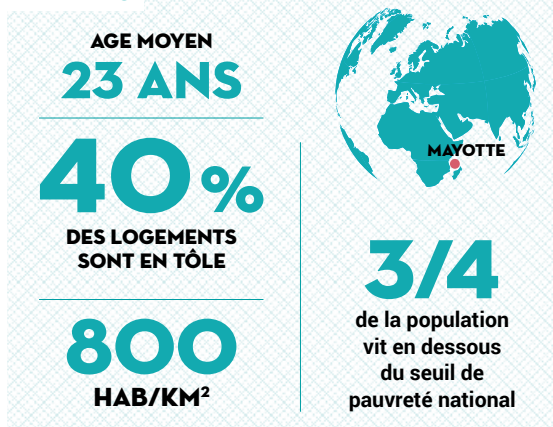
Le projet prévoit la destruction de 1 300 habitations informelles (appelées “bangas”), alors que les habitants des bidonvilles tentent de répondre à un droit fondamental : celui d’avoir un toit. Certes, ce type d’habitat n’est pas une solution satisfaisante, mais l’État est actuellement dans l’incapacité de reloger ou d’héberger ces personnes.



Le manque d’ambition face aux enjeux climatiques.

Le dérèglement climatique va accentuer la fréquence et l’intensité des cyclones et autres catastrophes. Mayotte, du fait de sa position géographique, est un territoire qui nécessite une attention particulière : il est plus exposé et son taux de pauvreté anormalement élevé rend sa population plus vulnérable. ■

REPÈRES





NOTRE ALTERNATIVE

PAR **AMÉLIE CORPET**, ANIMATRICE NATIONALE GRANDES EXCLUSIONS ET ERRANCE, AU SECOURS CATHOLIQUE

ALLIER DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, JUSTICE SOCIALE ET JUSTICE CLIMATIQUE

De notre point de vue, il serait dommage que le plan "Mayotte debout" du gouvernement soit réduit à des effets d'annonce concernant des mesures anti-immigration et anti-habitat informel, alors que la population peine à se remettre de cet événement climatique et que tout reste à faire pour permettre à l'île de prendre un nouvel élan. Dans ce contexte social extrêmement tendu, marqué par la pauvreté et la violence tant physique qu'institutionnelle, l'enjeu est de créer des conditions favorables au vivre ensemble. Et ce n'est que par l'édu-

cation et par l'amélioration de la situation économique et sociale de l'ensemble des habitants de l'île que l'on pourra y arriver.

“
L'ENJEU EST DE CRÉER
DES CONDITIONS
FAVORABLES AU VIVRE
ENSEMBLE.
”

La refondation de Mayotte doit être pensée de façon durable, en misant sur son environnement naturel très

riche, tout en le préservant, en s'appuyant sur sa population et ses ressources. Le chantier, annoncé, de 24 000 logements supplémentaires pourrait être mené dans cette logique, en privilégiant les matériaux disponibles sur l'île ou dans la région, comme la brique de terre compressée, le bois, le bambou..., en mobilisant les savoir-faire locaux et en permettant aux jeunes de se former. D'une manière générale, ce plan est l'occasion de se saisir des enjeux de reconstruction pour réinventer des filières vertueuses alliant développement économique, justice sociale et justice climatique. ■

DROIT DE SUITE

RSA : L'INTRODUCTION DE LA "SUSPENSION-REMOBILISATION"

Le "décret relatif aux sanctions applicables aux demandeurs d'emploi en cas de manquement à leurs obligations" est entré en vigueur le 1^{er} juin. « *L'objectif de ce décret, à travers la "suspension-remobilisation", est de pouvoir sanctionner plus facilement et plus vite* », considère Sophie Rigard, responsable "Accès à des revenus dignes" au Secours Catholique.

Avec cette nouvelle mesure, jusqu'à 100 % des indemnités des chômeurs ou du revenu de solidarité active (RSA) pourront être suspendus si les personnes ne se conforment pas à ce qu'on attend d'eux, quand la précédente réglementation fixait une limite à 80 %. De même, elles n'auront que 10 jours (contre 30 jours auparavant) pour se justifier avant

que la mesure ne soit effective. Un délai trop court, estime Sophie Rigard, « *notamment pour se rapprocher d'associations comme le Secours Catholique pour obtenir de l'aide* ». Pour elle, ce nouveau régime de sanctions risque d'aggraver les situations d'exclusion et de s'avérer contre-productif en matière de retour à l'emploi. ■

Benjamin Sèze



CHRISTOPHE MARGOLIS / SCOF

ÉPICERIE SOLIDAIRE : UN BESOIN DE QUALITÉ

PAR **BENJAMIN SÈZE**

En Provence et dans la vallée de la Meuse, deux épiceries solidaires ont été ouvertes, selon deux modèles différents, mais avec une même particularité : fonctionner sans invendus de supermarchés ni dons de la Banque alimentaire. Une manière de garantir la mixité sociale et de garder la maîtrise de leur offre, afin de répondre au plus près des besoins de leurs clients.

▲ À Grenoble, l'épicerie solidaire Épisol est également ouverte à tous avec des tarifs différenciés et a développé une offre de produits de qualité. Mais elle propose aussi des denrées provenant des invendus des supermarchés et des dons de la banque alimentaire.

Il aura fallu près de trois ans pour que le Colibri, le projet d'épicerie solidaire monté par l'équipe du Secours Catholique à Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, voie le jour. En 2020, dans le contexte de crise sociale liée à la pandémie de Covid-19, les bénévoles de l'association sont confrontés à une hausse des demandes de bons alimentaires. « Ces chèques étaient utilisables au supermarché hard discount du coin qui propose

des produits, certes accessibles financièrement, mais principalement ultra-transformés et souvent d'une mauvaise qualité nutritionnelle, explique Gérard Saint-Martin. Donc cela nous interrogeait, d'autant que parallèlement, une réflexion avait été engagée au Secours Catholique, au niveau national, sur l'accès de tous à une alimentation de qualité, durable et locale. » Une rapide prospection menée sur le marché hebdomadaire confirme leur intuition. « On avait installé un paperboard, avec une question : « Bien manger coûte cher, qu'en pensez-vous ? ». Et les gens avaient répondu positivement. Il y avait une attente de leur part », se souvient Gérard Saint-Martin. À la même époque, 900 kilomètres plus au nord, dans la vallée de »

MODE D'EMPLOI



LES BESOINS IDENTIFIÉS

Environ **8 millions de personnes** sont en insécurité alimentaire en France.

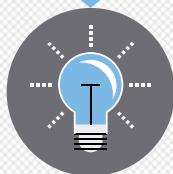
30 %

des ménages disent rencontrer des difficultés à se procurer une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jour.

20 %

des personnes au chômage sont isolées. De même que 14 % des personnes disposant d'un faible revenu.

L'IDÉE



Redonner du pouvoir d'agir et de la dignité aux personnes, en leur proposant :

- de participer à un projet collectif,
- d'accéder à des produits sains et durables, qu'elles choisissent et achètent.



QUI ?

- Des bénévoles.
- Des clients (en précarité ou non), qui peuvent s'investir bénévolement.
- Des partenaires locaux (mairie, associations, commerçants, artisans, agriculteurs).
- Des partenaires financiers.



LES OBJECTIFS

Recréer du **lien social** auprès des personnes isolées.

Permettre l'accès de tous à une **alimentation digne, locale et saine** afin de contribuer au bien-être de chacun.

Favoriser la **mixité sociale**

Engager les personnes isolées dans une **dynamique de resocialisation** et d'insertion, par leur implication dans le fonctionnement de l'épicerie.

Redonner aux ménages **le pouvoir de choisir** et d'acheter ce qu'ils consomment.



LES LEVIERS DE LA RÉUSSITE

- ✓ Une équipe de bénévoles étoffée aux compétences diversifiées et notamment dans le domaine informatique et comptable.
- ✓ Avoir une bonne connaissance des acteurs du territoire (municipalité, associations et institutions, paroisse, agriculteurs).
- ✓ Communiquer auprès des partenaires associatifs et institutionnels.
- ✓ Chercher des financements complémentaires car le modèle économique reste fragile.
- ✓ Communiquer sur l'intérêt du projet et mener des actions d'information et de sensibilisation, pour recruter des clients "solidaires".
- ✓ Soigner l'identité visuelle de l'épicerie afin qu'elle soit attrayante pour tous, et non stigmatisante pour les clients précaires.

» la Meuse, le confinement met en lumière l'isolement de nombreuses personnes précaires éloignées des lieux de socialisation et des commerces alimentaires.

« Il existe dans la campagne ardennaise la possibilité de se faire livrer ses courses, mais cela coûte cher et ne résout pas la question de l'absence de lien social dont souffrent ces personnes », souligne Pascale Adrian, animatrice au Secours Catholique local. L'épicerie solidaire itinérante Épi'Soleil naît de ce double constat de précarité alimentaire et relationnelle, avec pour objectifs principaux « de créer ou recréer du lien et de donner accès à une alimentation digne et durable », indique-t-elle.

Une mixité sociale

Depuis bientôt trois ans, un *food-truck* du Secours Catholique se rend chaque semaine à Bogny-sur-Meuse, Monthermé et Deville.

« Nous avons choisi ces trois communes parce qu'il n'y avait rien, hormis des distributions de colis alimentaires », explique Pascale Adrian.

“ LE CHOIX DE NE PAS DÉPENDRE DU DON DE DENRÉES SEMBLAIT PRIMORDIAL POUR POUSSER JUSQU'AU BOUT LA LOGIQUE DE MIXITÉ SOCIALE. ”

L'implication des adhérents est au cœur du projet. Une fois que le camion, conduit par un salarié, est stationné, ce sont eux qui gèrent toute l'organisation. Un moment propice aux échanges.

À Gardanne également, cette dimension participative tient une place importante. Les “clients” sont

invités à venir donner un coup de main ou animer des ateliers cuisine, par exemple. D'une manière générale, apprécie Gérard Saint-Martin, « il se passe ici quelque chose de bien plus intéressant que lorsqu'on donnait simplement des bons alimentaires. Les gens viennent une fois, deux fois par semaine, parfois avec leurs enfants. On prend le temps de se raconter nos histoires, de parler de nos familles ».

À Gardanne comme dans la vallée de la Meuse, la décision a été prise d'être ouvert à toutes et à tous. Ensuite, grâce à un système de tarifs différenciés, chacune et chacun peut payer selon ses moyens.

Sans dons ni invendus

Les deux structures ne proposent en rayon ni invendus de supermarché ni produits donnés par la Banque alimentaire, et se sont spécialisées dans l'alimentation de qualité. Un choix qui les distingue de la plupart des épiceries sociales et solidaires. Il a été motivé par la présence locale de fournisseurs d'aide alimentaire, conviennent Gérard Saint-Martin et Pascale Adrian. « Nous sommes complémentaires des Restos du cœur », explique cette dernière, tout en tenant à préciser : « Nous avons aussi des adhérents précaires, des petits retraités notamment, qui ne sont pas éligibles à l'aide alimentaire du fait de revenus jugés trop élevés, et qui pourtant, une fois leurs frais fixes payés, ont un “reste pour vivre” qui ne leur permet pas de s'en sortir. » À Gardanne, le choix de ne pas dépendre du don de denrées semblait primordial pour pouvoir pousser jusqu'au bout la logique de mixité sociale et de non-stigmatisation des ménages



REGARD

RAPHAËLLE VITAL-DURAND, CHARGÉE DE PROJETS
INGÉNIERIE DES ÉPICERIES, AU SECOURS CATHOLIQUE

« DES PROJETS ENTHOUSIASMANTS MAIS TRÈS EXIGEANTS »

« Au Secours Catholique, les épiceries solidaires sont d'abord un outil au service du lien social et de l'accompagnement des personnes en précarité. Depuis quelques années, une réflexion est menée au sein de l'association et avec d'autres acteurs, sur la nécessité de garantir à toutes et à tous un accès digne à une alimentation saine et durable. Les épiceries en mixité de public comme celles de Gardanne et des Ardennes, expérimentent ce principe en le poussant loin dans la pratique. Peu développés dans notre réseau du fait de l'exigence de leur mise en œuvre d'un point de vue économique et social, ces projets reposent sur une équipe bénévole solide et étoffée et toujours motivée pour développer des compétences liées à la gestion d'une épicerie. Avec nos partenaires, nous continuons à soutenir ces projets enthousiasmants et qui font grandir le réseau. » ■



CHRISTOPHE HARGOUES / SCOF

précaires. « Nous aurions sinon dû aménager pour ces produits donnés des rayons réservés aux clients "sous-contrats" (ceux qui bénéficient des tarifs préférentiels à - 70 %). Et nous ne voulions pas établir cette distinction au sein du magasin entre eux et les clients "solidaires" (ceux qui payent plein tarif). »

Dans les Ardennes, cela correspondait à la philosophie du projet. « Les personnes ne peuvent pas faire ici toutes leurs courses, car il nous manque des choses, mais elles sont contentes d'avoir accès à des aliments frais, locaux, parfois bio, à des prix qui ne sont pas hors de leur portée. Cela

contribue à leur bien-être », souligne Pascale Adrian. « On a l'impression d'être au marché, cela ne fait pas trop "social et ouvert à tous" », apprécie une adhérente, interrogée dans le cadre d'une enquête d'utilité sociale.

Maîtriser l'offre

L'épicerie itinérante s'approvisionne auprès d'une dizaine de fournisseurs : un marchand de primeurs et des producteurs locaux de crème, yaourts et fromage blanc, de fromages de chèvre, d'œufs, de farine, de pommes et de poires, de courges et de champignons... « On a activé nos réseaux, on a contacté les agriculteurs

et jardins d'insertion qu'on connaissait dans le secteur », relate Pascale Adrian. En Provence, pour garnir ses rayons, le Colibri se ravitaile auprès de producteurs et jardins d'insertion alentours, mais aussi par le biais de partenariats conclus avec un grossiste et deux magasins. « Nous achetons beaucoup de produits au Biocoop d'un village voisin, qui nous fait entre 20 et 30 % de réduction, précise Pascale Michel. Et à l'Intermarché local, où le gérant nous consent une remise de 10 %. On y trouve certaines marques "classiques" que nous demandent les clients. »

Tandis que de nombreuses structures d'aide dépendent des aléas de la "ramasse" des invendus et des stocks fluctuants de la Banque alimentaire, un modèle uniquement basé sur l'achat présente l'avantage de pouvoir maîtriser son offre et l'adapter ainsi aux besoins des usagers.

« On réagit aux demandes spontanées et, régulièrement, on soumet à nos clients un questionnaire afin qu'ils nous disent ce qu'ils souhaiteraient trouver ici », poursuit Pascale Michel. Une démarche importante, estime-t-elle, notamment pour fidéliser les personnes "solidaires" : « Si elles ne trouvent pas au Colibri ce qu'elles cherchent, elles iront ailleurs. » Dans la vallée de la Meuse, Épi'Soleil fonctionne comme un groupement d'achat. Une semaine sur deux, chaque adhérent passe commande des produits et des quantités qu'il souhaite. Et la semaine suivante, il est livré.

Pour Pascale Adrian, partir des envies et besoins exprimés par les clients de l'épicerie revêt un double intérêt : « Cela évite le gaspillage et cela redonne du pouvoir d'agir à des personnes en précarité en leur proposant de choisir leur alimentation. » ■

ILS Y PENSENT AUSSI PAR BENJAMIN SÈZE



CHRISTOPHE HARGOUES / SCDF

SSA

DES CAISSES COMMUNES

Depuis 2021, des expérimentations de caisses alimentaires communes apparaissent en France autour de l'idée de Sécurité sociale de l'alimentation (SSA). Les ménages adhérents cotisent à la caisse selon leurs moyens et reçoivent tous une même somme destinée à acheter des produits ayant fait l'objet d'une convention avec des producteurs, des industriels et des distributeurs. Les critères de choix de ces produits sont décidés de manière démocratique au sein de la caisse par un comité représentatif de l'ensemble des adhérents. ■

VIT'ALIM

UNE CARTE DE PAIEMENT

En Seine-Saint-Denis, le département s'est associé à Action contre la faim pour expérimenter le dispositif Vit'alim. Le principe : une carte de paiement créditée de 50 euros par personne et par mois pendant six mois, destinée aux achats alimentaires. Et si l'utilisateur achète un produit identifié comme sain et/ou durable (dans un magasin spécialisé ou dans un commerce généraliste), sa carte est recreditée de 50 % du montant dépensé (dans une limite de 25 € par mois). ■

VRAC

DU BIO À PRIX COÛTANT

Depuis 2013, l'association "Vers un réseau d'achat en commun" (Vrac) monte un peu partout en France, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), des groupements d'achat à prix coûtant de produits bio ou issus de l'agriculture paysanne, et locaux. La seule condition pour pouvoir adhérer est de résider dans le quartier. Les personnes qui ont du mal à boucler leurs fins de mois peuvent le préciser. Elles sont prioritaires en cas de stocks limités et, depuis 2021, elles peuvent bénéficier d'un tarif inférieur au prix coûtant. ■

+ Plus d'infos sur : vrac-asso.org

RETOUR SUR...

À CALAIS, LA MER RESTE UN POINT D'ANCRAGE



Calais, la Maison d'entraide et de ressource (MER) a été ouverte par le Secours catholique en 2022 pour renforcer l'accompagnement des personnes étrangères souhaitant s'installer où déjà installées en France, et proposer un espace de mobilisation avec les acteurs localement engagés auprès des exilés. Dans un contexte de durcissement des politiques

migratoires et de stigmatisation des migrants, la MER est un point d'ancrage et de prise de recul pour des personnes qui ont tout quitté pour une vie meilleure et vivent à Calais une situation extrêmement précaire et stressante, et les bénévoles engagés à leurs côtés. Des permanences d'accès aux droits y sont organisées, des ateliers créatifs et sportifs, des cours de langue, divers

événements culturels, etc. « *Cet espace d'entraide et de rencontre permet de créer une dynamique collective pour essayer de sortir de l'urgence* », estime Léa Biteau, responsable de l'action Calais-Exilés du Secours Catholique. Portés par la volonté que ce lieu reste un refuge, les bénévoles et associations se mobilisent pour continuer de le faire vivre. ■

Astrid Lenfantin

DOMICILIATION: QUELLE PRISE EN CHARGE ?

CONTEXTE. Près de 350 000 personnes sont sans domicile fixe en France. Avoir une adresse administrative, une “domiciliation”, leur est indispensable pour accéder à leurs droits. Or certaines se voient refuser ce droit par les services sociaux des communes, comme le montre une enquête à laquelle le Secours Catholique a participé.



LILA CHERIEF,

CHARGÉE DE PROJETS HÉBERGEMENT,
LOGEMENT, DOMICILIATION AU SECOURS
CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

ÉRIC SIGNARBIEUX,

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'UNION NATIONALE
DES CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE
(UNCCAS)

Lila Cherief: Avoir une adresse est indispensable pour s'insérer dans la société : inscrire un enfant à l'école, signer un contrat de travail, ouvrir un compte bancaire, des droits à la santé, demander un logement social... La “domiciliation”, le fait d'avoir une adresse administrative, est la première porte d'accès aux droits. Les personnes hébergées par le 115, celles qui vivent en bidonville ou à la rue peuvent être domiciliées auprès de la mairie d'une commune avec laquelle elles ont un lien, parce que leurs enfants y sont scolarisés, qu'elles y ont un suivi médico-social ou qu'elles y travaillent. Elles peuvent ainsi recevoir du courrier

et fournir cette adresse pour leurs démarches. L'État a confié cette mission de service public aux Centres communaux d'action sociale, les CCAS. Des associations agréées par l'État peuvent également s'en charger. C'est le cas du Secours Catholique. Notre but n'est pas d'être une simple boîte aux lettres, mais de proposer un accompagnement fraternel aux personnes, en les aidant à lire leur courrier, en les orientant dans leurs démarches. Notre enquête¹ est partie d'un chiffre de la préfecture d'Île-de-France : 73 % des domiciliations de la région sont effectuées par des organismes agréés, donc por-

tés notamment par des bénévoles associatifs, et seulement 27 % par des CCAS, dont c'est pourtant la compétence.

Éric Signarbieux: Ce chiffre ne rend pas tout à fait compte de ce qui se passe sur le terrain. La majorité des CCAS domicilient les personnes, mais nous sommes dans un contexte où les demandes augmentent fortement, notamment celles de gens pour lesquels il est compliqué de faire une domiciliation car les liens avec la commune ne sont pas démontrés. Au sein des communes, il y a tout un service d'accompagnement : »

DÉBATTRE



ANTHONY MICALLET / SGGF

“

En Seine-Saint-Denis, des femmes à la rue avaient besoin d'une adresse pour une demande de logement social. Mais le CCAS a refusé de les domicilier. C'est un cercle vicieux !

”

LILA CHERIEF

“

Nous devons miser sur la complémentarité entre CCAS et associations, régulée par les schémas départementaux de domiciliation.

”

ÉRIC SIGNARBIEUX

» être domicilié, c'est avoir accès à une boîte aux lettres, à un vestiaire, à un accueil de jour où les personnes sont reçues par des travailleurs sociaux. Et ces derniers ne se contentent pas d'attendre que les gens viennent les voir. Certains vont vers les personnes à la rue, car toutes ne sont pas à l'aise pour venir dans nos structures. C'est l'occasion de les accompagner dans cette démarche de domiciliation. Et quand une commune domicilie, elle doit prendre en charge tout ce qui va avec : scolarisation des enfants, cantine, demandes de logement social... Cela peut être très lourd pour certaines villes.

L.C. : C'est vrai, certains CCAS jouent le jeu, mais ils sont vite débordés de demandes, car ils sont davantage sollicités. Et notre enquête constate des dysfonctionnements dans la domiciliation. Sur notre échantillon, seuls 44 % des CCAS mentionnent sur leur site

Internet l'existence d'un service de domiciliation, et un CCAS sur deux refuse de domicilier des personnes vivant à la rue ou en bidonville. En Seine-Saint-Denis, des femmes qui vivaient à la rue voulaient demander un logement social. Pour cela, elles avaient besoin d'une adresse. Mais le CCAS a refusé de les domicilier. C'est un cercle vicieux ! Du côté des bénévoles, l'augmentation des demandes crée une saturation. Ils ne sont plus en mesure de faire vivre le projet du Secours Catholique. Ils distribuent le courrier aux gens et n'ont plus le temps de les accompagner.

É.S. : En Île-de-France, les gens qui sont à la rue se déplacent beaucoup d'une commune à l'autre, ce qui rend difficile de prouver le lien avec une commune en particulier. C'est beaucoup moins vrai en province. Concernant l'information sur la domiciliation des CCAS, il existe une plateforme (www.solinum.org), pour les personnes en difficulté.

Elle permet de connaître les services disponibles dans une ville en termes de distribution alimentaire, d'accès aux soins, d'hébergement et de domiciliation. Ces informations sont bien connues des associations qui orientent les personnes vers nos services de domiciliation.

L.C. : Nous demandons tout de même un véritable pilotage de la domiciliation par l'État, via les schémas départementaux de domiciliation. Un schéma départemental est une instance de concertation qui doit être mise en place par la préfecture, et qui invite les acteurs locaux de la domiciliation pour faire un diagnostic concerté des besoins. Est-ce que les services de domiciliation sont bien répartis sur le département par rapport aux besoins ? Est-ce que les organismes agréés s'adressent tous au même public (certains n'acceptent qu'un seul type de personnes : les femmes victimes de violence, par exemple) ? Une fois d'accord sur

le diagnostic, les acteurs décident des actions à mettre en place. Cela permet d'apprendre à se connaître et de travailler en bonne intelligence. En Seine-Saint-Denis, cela fait dix ans que le schéma départemental n'a pas été renouvelé.

É.S. : Beaucoup de villes, en effet, sont en attente d'un schéma départemental animé par l'État. Nous avons également mené une enquête² : partout où il y a un schéma départemental, cela permet de mieux répondre aux besoins. Au cours de son enquête, le Secours Catholique a sollicité les préfetures, notamment celles où il n'y a pas de schéma à jour. Nous avons tout intérêt à les interpeller ensemble pour exiger ces diagnostics. Et cela concerne l'ensemble des territoires de l'Hexagone et d'outre-mer.

L.C. : Nous souhaitons aussi une meilleure formation des personnes au guichet des CCAS. Les agents remplissent plusieurs missions et ne connaissent pas toujours le cadre légal de la domiciliation. Le Secours Catholique demande également que les CCAS soient mieux financés dans leur activité de domiciliation. Une expérimentation est en cours : l'État finance 40 CCAS pour cette activité, ce qui n'était pas le cas auparavant. Mais nous aimerions que ce financement soit durable et étendu à l'ensemble des CCAS.

É.S. : Le soutien de l'État sur le financement des CCAS pour faire de la domiciliation est précieux pour nous, et d'autant plus dans un contexte de difficultés financières des communes. L'expérimentation concerne 40 CCAS sur 15 000. C'est très peu ! Toute la ques-

tion est de savoir si cette expérimentation va être généralisée. Actuellement, beaucoup de financements ont des durées limitées. Nous devrions organiser un plaidoyer commun de l'UNCCAS et du Secours Catholique en prévision du prochain projet de loi de finances pour peser sur ce sujet.

L.C. : Dans l'immédiat, nous demandons le respect du cadre légal dans tous les CCAS. La loi est claire : les CCAS ont l'obligation de domicilier les personnes qui ont un lien avec la commune, parce qu'elles y séjournent (peu importe le mode d'habitat : à la rue, en bidonville...), y ont un enfant scolarisé, des liens familiaux, un travail ou un suivi médical.

É.S. : En France, c'est votre domicile qui vous permet d'exister. Comment le rendre obligatoire ? C'est en effet d'appliquer le droit. L'intérêt de votre enquête est de remettre la question de la domiciliation sur la table. La publication de votre rapport nous a permis de préciser ce sur quoi nous sommes d'accord et ce sur quoi nous ne le sommes pas. Sans nous substituer à l'État, nous proposons d'organiser des réunions entre l'Union départementale des CCAS et les

associations d'un territoire. On aimerait aussi proposer des formations en associant des personnels des CCAS et des bénévoles associatifs, pour mieux connaître le travail des uns et des autres en matière de domiciliation et trouver ensemble des solutions face à des situations concrètes. Aujourd'hui, sur le terrain, les travailleurs sociaux des CCAS et les bénévoles des associations tissent déjà des relations au quotidien. Nous devons miser sur la complémentarité entre les CCAS et les associations, régulée par les schémas départementaux de la domiciliation. Notre enjeu commun, désormais, c'est d'arriver à porter cette problématique au niveau de l'État.

L.C. : L'État se nourrit parfois d'une opposition qu'il pense exister entre les CCAS et les associations, alors que pour nous, associations, les CCAS restent un échelon essentiel de la lutte contre la précarité. ■

**Propos recueillis
par Aurore Chaillou**

1 Collectif Domiciliation Île-de-France, "Accès à la domiciliation dans les centres communaux d'action sociale", février 2025. Voir l'encadré "Repères", p. 13.

2 Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS), "La domiciliation en CCAS, porte d'accès aux droits", 2023.

💡 REPÈRES

L'ENQUÊTE

Le collectif Domiciliation Île-de-France a publié en février 2025 le rapport d'enquête "Accès à la domiciliation dans les centres communaux d'action sociale". L'enquête concerne l'Île-de-France, qui représente 51 % des domiciliations du pays. Des salariés et bénévoles du collectif ont recherché sur les sites des CCAS la mention d'une activité de domiciliation, avant d'interroger ces CCAS par téléphone sur leurs pratiques. ■

Lire le rapport sur : bit.ly/domiciliationSC

ENQUÊTE

CLIMAT ET PAUVRETÉ : LE DOUBLE DÉFI DES VILLES D'ASIE

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT

En mai 2024, les villes indiennes ont connu une vague de chaleur sans précédent avec des pics atteignant 50 °C. Les plus précaires – ceux qui vivent en bidonville sans accès à l'eau potable et qui pour la plupart travaillent à l'extérieur toute la journée – s'y retrouvent en première ligne face à ces canicules. Au Bangladesh, au Cambodge, ce sont des inondations dues à des pluies intenses qui frappent particulièrement les citoyens les plus fragiles. Alors que sur le continent asiatique l'urbanisation se fait à marche forcée, les villes sont de plus en plus touchées par les changements climatiques. Dans ce contexte, comment lutter à la fois contre la pauvreté urbaine et contre le dérèglement climatique ? Pour le Secours Catholique et ses partenaires, il est possible – et même urgent – de transformer les villes d'Asie pour les rendre à la fois inclusives et durables. Une manière de tendre vers une transition écologique juste en zone urbaine.

COMPRENDRE





ELODIE PERRROT / SOCF

▲ Quelque 200 personnes vivent ici, à Prek Takong 60, au cœur de Phnom-Penh, la capitale cambodgienne. Mais les autorités entendent les chasser au nom du développement économique.

C'est une ruelle composée d'habitations en tôle située en contrebas de buildings flambant neufs. Un mur de briques de plusieurs mètres de haut les sépare. Quelque 200 personnes vivent ici, à Prek Takong 60, au cœur de Phnom-Penh, la capitale cambodgienne. Mais les autorités entendent les chasser au nom du développement économique du quartier. Sok Chanty est commerçante ici depuis toujours. « *Nous vivons avec la peur de devoir quitter nos maisons, car nous n'avons pas de titres fonciers. J'ai l'impression que la ville est pour les riches et pas pour les pauvres. D'ailleurs, nous sommes coupés de tout : nous ne sommes pas raccordés au réseau d'eau et d'assainissement, nos déchets ne sont pas collectés, et notre quartier est inondé en cas de fortes pluies, car l'eau ruisselle des tours qui nous dominent.* » Comme Sok Chanty, les habitants des quartiers informels des villes

d'Asie sont particulièrement vulnérables face aux changements climatiques. Leur protection représente un défi considérable pour les prochaines années, quand on sait qu'à l'échelle de la planète un citoyen sur deux vivra en Asie en 2050, et que la moitié de cette croissance urbaine mondiale se fait dans des bidonvilles. L'urbanisation des pays du Sud due à la pauvreté rurale qui pousse les habitants à migrer en ville, rime avec une détérioration des conditions de vie des populations, explique Jacques Véron, directeur de recherche émérite à l'Ined¹ : « *Ces populations font face à des conditions de vie en logements insalubres, à des sources de revenus instables – avec le travail informel – et à des problèmes sanitaires dus au manque d'assainissement et d'accès à l'eau potable. S'y ajoute une vulnérabilité environnementale avec des canicules combinées à la forte pollution ou encore à la vie dans des zones inondables.* » De fait, les personnes pauvres s'installent dans les interstices de la ville, souvent inondables ou pollués – ici près d'une décharge ou d'une zone industrielle, là près de voies de chemin de fer ou de marécages –, en zone périphérique comme en centre-ville. Et pour cause : plus des trois quarts de ces habitants vivent du travail informel (ouvriers dans les chantiers de construction, vendeurs de rue, tireurs de pousse-pousse, domestiques...), ou d'activités au cœur des cités – et nécessaires

“

L'URBANISATION DES PAYS DU SUD DUE À LA PAUVRETÉ RURALE, QUI Pousse LES HABITANTS À MIGRER EN VILLE, RIME AVEC UNE DÉTÉRIORATION DES CONDITIONS DE VIE.

”

à leur vie économique –, mais en étant dépourvus de toute protection sociale. Leur précarité est principalement liée au logement, déplore Aravind Unni, expert en développement urbain à l'IGSSS Fondation², partenaire

du Secours Catholique : « *L'Inde fait face à un échec majeur de sa planification urbaine, qui ne tient pas compte des besoins en logement des travailleurs informels à faibles revenus. Et ceux-ci vivent dans des habitats qu'ils construisent eux-mêmes sans accès à l'eau potable, à l'assainissement ou à la collecte des ordures.* » Difficile d'avoir des chiffres précis de la part des autorités, mais les experts estiment que 25 à 55 % de la population urbaine indienne vit dans des quartiers informels. Le manque d'accès aux services de base pousse ces personnes déjà pauvres à recourir à des camions-citernes privés, à des branchements électriques de fortune ou à des toilettes payantes, ce qui les enfonce encore plus dans la pauvreté. « *Les villes sont une trappe à pauvreté exacerbée, en Asie. Les populations de ces quartiers précaires n'ont accès ni à un emploi stable, ni aux services de base, et de plus elles souffrent des inondations et de la pollution alors qu'elles ne sont pas responsables des émissions de gaz à effet de serre* », insiste Margaux Ginestet, chargée de projet Villes durables et inclusives au pôle Asie du Secours Catholique.

Températures extrêmes et fortes pluies

Aujourd'hui déjà, 13 des 20 mégapoles affectées par les changements climatiques dans le monde sont situées en Asie, condamnant les habitants les plus pauvres à un cercle vicieux d'inégalités socio-environnementales. Les températures sont en effet de plus en plus extrêmes, et comme les villes se réchauffent deux fois plus vite que la moyenne mondiale, elles sont de véritables îlots de chaleur pour leurs habitants. Yashoda Didi habite près du périphérique et de la gare routière dans le quartier de Santoshi Nagar à Raipur, en Inde : « *Avec la pollution, j'ai des problèmes respiratoires, et quand les températures montent l'été, je dois marcher longtemps sous la chaleur torride pour aller chez mes employeurs faire le ménage et c'est dangereux. Mes voisins ont acheté un appareil électrique refroidisseur, mais ça les a ruinés !* » Comme Yashoda, les travailleurs informels n'ont pas d'autre choix que d'affronter le bitume brûlant s'ils veulent »



ÉCLAIRAGES

Une urbanisation mondiale exponentielle

- 1 habitant sur 2 vit en zone urbaine.
- D'ici 2050, 7 habitants sur 10 vivront en ville, soit plus de 3 milliards en Asie !
- 1 citadin sur 4 vit dans un quartier informel. Ils devraient être plus de 2 milliards en 2050.

Des villes qui contribuent aux changements climatiques et en subissent les impacts

Aujourd'hui, si les villes consomment les deux tiers de l'énergie mondiale et produisent les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre de la planète, celles des pays à faible revenu n'en émettent "que" 14 %. Pourtant, elles sont les plus exposées aux risques climatiques :

Risques d'inondations

Sur les 10 pays menacés par la montée des eaux, 9 sont situés en Asie.

Augmentation des températures

À Dhaka au Bangladesh, on constate un accroissement de 97 % des jours d'extrême chaleur (plus de 35 °C) ces trente dernières années. Or 1 habitant sur 3 y vit dans des habitats informels.

Sources : Banque mondiale, ONU, IIED, Fonds des Nations unies pour la population, travaux de Jacques Véron.

Un programme du Secours Catholique pour des villes inclusives et durables



En partenariat avec l'AFD (Agence française de développement), le Secours Catholique mène un programme pluriannuel "Communautés résilientes" avec 20 partenaires de 15 pays de toutes les régions du monde. En Asie, l'association se focalise notamment sur la problématique de l'expansion urbaine à l'heure des changements climatiques. Elle accompagne ainsi Caritas Bangladesh, STT au Cambodge, et IGSSS Fondation, CFT et IIEC en Inde qui travaillent à l'amélioration des conditions de vie des populations des quartiers informels des villes.

Plus d'info : bit.ly/SCcore



▲ Les ruisseaux ont été transformés en jungle de béton et les égouts sont obstrués par les ordures non collectées, ce qui entraîne des inondations en cas de fortes pluies et nombreuses maladies dont le paludisme.

» garder leur salaire journalier. Ils s'exposent à l'épuisement et à la déshydratation, d'autant plus qu'ils n'ont pas accès à l'eau potable et que le niveau de la nappe phréatique baisse avec les fortes températures. Quant à leurs habitations en tôle ou en bois, la circulation de l'air y est insuffisante. Ici aussi, il est difficile d'avoir des chiffres sur la mortalité liée aux canicules.

« *La pauvreté accroît souvent la vulnérabilité aux effets du climat* », analyse Alejandro Barcena, chercheur en risques urbains à l'IIED³. « *Lorsque les maisons sont inondées, la sécurité alimentaire est menacée. Et comme l'élévation du niveau de la mer contamine les sources d'eau douce, les communautés sont de plus en plus confrontées à des difficultés d'accès à l'eau potable.* » Conséquence : les épidémies prolifèrent dans les bidonvilles, explique Ankur Emmanuel Palma, de Caritas Bangladesh. « *Les habitants souffrent du choléra, de la typhoïde en raison du manque d'eau potable, et d'infections respiratoires avec la pollution atmosphérique. Et avec les inondations, les eaux stagnent et attirent des moustiques et donc des maladies comme le paludisme.* »

« Une urbanisation insoutenable »

Les effets des changements climatiques sur l'agriculture paysanne provoquent une explosion de l'exode rural. Or cette urbanisation galopante accroît le réchauffement climatique, comme l'a rappelé le Giec⁴ en mars 2023, et l'expansion urbaine accélère la perte de la biodiversité et des écosystèmes. C'est un cercle vicieux qui

empire avec les choix de développement urbain, comme en témoigne Shisir Kumar Das, directeur d'IIEC⁵, partenaire du Secours Catholique en Inde : « *Au-delà des changements climatiques, il y a un manque de planification urbaine appropriée. Les ruisseaux ont été transformés en*

“

LES HABITANTS SOUFFRENT DU CHOLÉRA, DE LA TYPHOÏDE EN RAISON DU MANQUE D'EAU POTABLE, ET D'INFECTIONS RESPIRATOIRES AVEC LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.

”

jungle de béton, ce qui entraîne des inondations en cas de fortes pluies. Et les égouts sont obstrués par les ordures non collectées. » Même constat à Phnom Penh, au Cambodge, où les 26 lacs de la ville ont presque tous été comblés et vendus ou abandonnés à des entreprises du secteur privé. « *Résultat : il n'y a plus de réservoirs pour retenir l'eau des précipitations qui sont plus fortes avec les changements climatiques* », dénonce Saran Soeung, directeur exécutif de STT⁶, partenaire du Secours Catholique.

Toujours au nom de ce développement urbain, les autorités chassent les populations pauvres des nouveaux quartiers modernes et les repoussent en périphérie. À Phnom Penh, STT estime que deux tiers des habitants des quartiers informels n'ont pas de titres fonciers et que 30 % sont victimes de pressions pour partir. En Inde aussi, les politiques de démolition des quartiers informels sont monnaie courante, explique Véronique Dupont, démographe dans le champ des études urbaines à l'IRD⁷ : « *Au nom de projets de développement ou d'embellissement des villes, à Delhi notamment, on a expulsé leurs habitants vers des lotissements de réinstallation situés jusqu'à 20 kilomètres de leur lieu de travail, des zones où tout est à construire, y compris le logement. En outre, de nombreuses familles sont exclues des programmes de réinstallation et se retrouvent sans abri dans le centre-ville, ce qui accroît leur pauvreté.* »

Transformer les villes

Pourtant, une autre ville est possible, en « *considérant les quartiers précaires comme faisant partie intégrante de la cité, avec des citoyens qui*



travaillent, qui circulent et payent des impôts », pour reprendre les termes de la géographe Armelle Choplin dans un rapport de l'AFD (voir Des outils pour comprendre, p. 27). Il est nécessaire d'aller au-delà des politiques d'urbanisme avec des solutions multisectorielles, pense aussi la spécialiste des villes indiennes Véronique Dupont : « *Plutôt que de démolir les quartiers précaires sans alternative adéquate, les autorités devraient plutôt s'attaquer aux racines structurelles de la pauvreté et aux inégalités* »

▲ Une autre ville est possible, en considérant les quartiers précaires comme faisant partie intégrante de la cité, avec des citoyens qui travaillent, qui circulent et payent des impôts.

FOCUS

LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

« **D**ans les villes au Bangladesh, les femmes sont souvent confinées chez elles, dans des logements insalubres, pour s'occuper des tâches ménagères », explique Ankur Emmanuel Palma, de Caritas Bangladesh. En Inde et au Cambodge, même constat : les femmes souffrent de pauvreté aiguë et sont plus vulnérables sur le plan socio-économique à cause du poids du patriarcat. Ce sont donc elles qui sont le plus confrontées au manque d'infrastructures : lorsqu'elles n'ont pas accès à l'eau potable, les femmes passent des

heures dans les files d'attente aux camions-citernes. Lors des canicules, elles n'osent pas retirer leurs vêtements ni s'asseoir pour se reposer, et sans installations sanitaires adéquates, elles évitent de boire de l'eau, ce qui aggrave leurs problèmes de santé. La chercheuse de l'IIED Nausheen Anwar¹ parle même « *d'inégalité thermique* ». C'est pourquoi les partenaires du Secours Catholique en Asie veillent à les faire participer à l'amélioration de leurs conditions de vie. À Gazipur, au Bangladesh, Suchana Hossein a reçu une formation en couture

grâce à Caritas, et soutient désormais financièrement sa famille : « *J'ai gagné en confiance et je suis un modèle pour les femmes de mon quartier* », dit-elle en souriant. En Inde, à Raipur, Sonia Behn se réjouit d'être désormais en lien avec les autorités municipales : « *Nous n'hésitons plus à demander des infrastructures. Et nous sensibilisons les femmes d'autres quartiers au fait qu'un changement est possible.* Un cercle vertueux pour mettre fin au cercle vicieux des inégalités dont celles de genre. ■

¹ IIED : International Institute for Environment and Development

COMPRENDRE

» socio-économiques. On ne peut pas avoir de politique de l'habitat sans politique d'accès aux emplois, aux services ou à la protection sociale. » Et cette politique de lutte contre la pauvreté ne pourrait-elle pas aller de pair avec une politique climatique visant à rendre les villes à la fois plus durables et plus vivables pour leurs habitants ? Les solutions existent, mais elles demandent des investissements, estime la chercheuse Nausheen Anwar, qui étudie les villes et le climat à l'IIED : « Il faut des financements pour transformer les villes d'une manière appropriée à l'ère des changements climatiques. Par exemple en améliorant les transports publics, en étendant les espaces verts et en passant aux énergies renouvelables. Tout cela peut s'avérer rentable à long terme, à condition que les habitants de ces quartiers aient leur mot à dire. » À côté de ces grandes politiques de planification urbaine, il existe aussi des solutions basées sur la nature et peu coûteuses, comme le captage d'eau de pluie ou l'utilisation de matériaux durables comme le bambou, préconise de son côté ONU-Habitat⁹, avec la même condition : que le processus de planification urbaine soit

participatif. « Les populations des bidonvilles sont les expertes de leurs quartiers, elles en connaissent les risques et les enjeux. Il est donc important de les intégrer aux solutions », analyse Catarina Camarinhas, qui travaille pour ONU-Habitat dans la région Asie-Pacifique. C'est aussi le credo du Secours Catholique et de ses partenaires au Bangladesh, au Cambodge et

en Inde. À Bhubaneswar, en Inde, l'IIEC sensibilise les habitants à mieux conserver l'énergie, les ressources en eau et à gérer les déchets, pour faire face aux canicules et aux risques sanitaires. À Dhaka et à Gazipur au Bangladesh, Caritas prépare aussi les populations aux catastrophes naturelles et les forme à combattre les incendies, qui

“

LES POPULATIONS DES BIDONVILLES SONT LES EXPERTES DE LEURS QUARTIERS, ELLES EN CONNAISSENT LES RISQUES ET LES ENJEUX. IL EST DONC IMPORTANT DE LES INTÉGRER AUX SOLUTIONS.

”

se sont multipliés ces dernières années avec l'accroissement des températures. Ces ONG s'attellent à faire des habitants des acteurs du changement pour des villes durables, en les incitant à collecter l'eau de pluie, à développer l'agriculture urbaine ou le compostage, ou encore à vendre des sacs en tissu faits maison pour remplacer le plastique. La communauté du bidonville Santoshinagar de Raipur, en Inde, soutenue par l'ONG CFT⁹, trie ainsi les déchets organiques pour fabriquer des engrais pour ses potagers, ce qui a attiré l'attention des autorités municipales, étonnées de ne plus avoir à collecter les déchets végétaux.

Les habitants des bidonvilles aux commandes

« Il faut regarder les solutions locales des personnes pauvres, car elles contribuent à la résilience climatique et cela peut être inspirant ! » explique Aravind Unni, d'IGSSS Fondation en Inde. Ainsi, cette fondation et les ONG indiennes CFT et IIEC outillent les plus pauvres afin qu'ils mènent un plaidoyer auprès des autorités. Cela leur permet de demander elles-mêmes aux autorités municipales des infrastructures telles que des puits de

► Les ONG s'attellent à faire des habitants des acteurs du changement pour des villes durables, en les incitant à collecter l'eau de pluie, à développer l'agriculture urbaine ou le compostage.



ELODIE PERRIOT / SCOF



GAIL KERRICK / SCOT

forage, des plantations d'arbres, l'entretien des réservoirs d'eau ou encore la mise en place de transformateurs électriques. Dans le bidonville d'Adarsh Nagar à Raipur, en Inde, après deux ans de plaidoyer auprès de la municipalité, les habitants ont obtenu le renouvellement de leurs titres fonciers mais aussi l'installation de toilettes publiques modernes. « Grâce à notre mobilisation, nous pouvons utiliser ces toilettes à tout moment, même la nuit. Et il y a une salle pour que les mères puissent nourrir leurs jeunes enfants à l'abri de la chaleur. Nous avons gagné en hygiène et en sécurité. Désormais nous demandons aux autorités qu'elles creusent des conduits d'égout dans le quartier », témoigne Sonia Behn, à la tête d'une organisation de femmes (voir Focus, p. 19). Au Cambodge aussi, STT mise sur la formation des communautés au plaidoyer en les sensibilisant aux droits fonciers et à la mobilisation collective. « La reconnaissance du droit foncier aide ensuite à demander la mise en place d'infrastructures aux autorités, et inversement, quand nous améliorons le quartier, cela aide à l'obtention des titres », explique Saran Soeung, de STT. Car au-delà de ce travail de plaidoyer mené par les populations, les ONG partenaires du Secours Catholique améliorent elles-mêmes les conditions de vie des quartiers informels : mise en place de toits réfléchissants ou de

panneaux solaires au Cambodge, installation d'isolations thermiques permettant de faire baisser la température de 4 °C dans des logements en Inde, amélioration de points d'eau au Bangladesh... Des initiatives urbaines certes locales, mais qui peuvent transformer la vie de quartiers. Et pour aller à terme vers des villes durables et inclusives, il est bon aussi de s'appuyer sur un échange des idées. Aussi le Secours Catholique s'attache-t-il à créer du lien entre ses partenaires asiatiques dans une dynamique régionale. « Le collectif leur permet de voir qu'ils ne sont pas seuls face à leurs problématiques, alors que dans leurs pays respectifs il leur est parfois difficile d'agir sans soutien gouvernemental. Car l'urbanisation est une question politique avec des enjeux économiques forts », explique Margaux Ginestet, du Secours Catholique. Et c'est tout le défi pour l'avenir : que ces petites gouttes dans l'océan amorcent à terme une transition écologique juste en ville. ■

▲ Les effets des changements climatiques sur l'agriculture paysanne provoquent une explosion de l'exode rural.

- 1 Ined : Institut national des études démographiques
- 2 IGSSS : Indo-Global Social Service Society
- 3 IIED : International Institute for Environment and Development
- 4 Giec : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- 5 IIEC : Indian Institute of Education and Care
- 6 STT : Sahmakum Teang Thaut, en khmer "branche de palmier", matériau de construction
- 7 IRD : Institut de recherche pour le développement
- 8 ONU-Habitat : agence onusienne créée en 1977, qui travaille à un meilleur avenir urbain
- 9 Cohesion Foundation Trust

L'ENTRETIEN

« LES POLITIQUES CLIMATIQUES DES VILLES DOIVENT PARTIR DES BESOINS DES POPULATIONS »

Face au double défi que représentent l'urbanisation croissante et des impacts des changements climatiques, quelles politiques publiques mettre en place dans les villes des pays du Sud ? Analyse de Silvia Marcon, directrice adjointe de l'action climatique inclusive à C40.

PROPOS RECUEILLIS PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

PARCOURS

SILVIA MARCON

2012

Responsable des relations institutionnelles à WWF France

2014

Directrice de la Fondation de l'écologie politique

2016

Responsable du bureau de la présidence et du programme "Women4Climate" à C40

2023

Directrice adjointe de l'action climatique inclusive à C40

C40

ONG créée en 2005 regroupant aujourd'hui une centaine de villes qui ont l'ambition de déployer des plans climatiques conformes à l'Accord de Paris. C40 les soutient dans l'accompagnement et la mise en œuvre de politiques publiques.

Cécile Leclerc-Laurent : Comment intégrer les plus pauvres dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques dans les villes du Sud ?

Silvia Marcon : Aujourd'hui, les villes sont sous pression avec l'augmentation constante des populations. Dans la dernière décennie, presque la moitié des grands flux migratoires internes, c'est-à-dire des populations qui se déplacent dans les villes de leurs pays, étaient motivés par des événements climatiques extrêmes. Les maires des villes des pays du Sud doivent donc faire face à une expansion urbaine importante. Or cette échelle urbaine est intéressante pour répondre aux changements climatiques. De nombreux leviers d'action comme les politiques de gestion des déchets, des transports ou de l'eau existent, mais il est essentiel que ces politiques climatiques soient pensées avec les populations, c'est-à-dire qu'elles viennent du bas vers le haut et non l'inverse. Il faut mettre les populations au cœur des réponses. Cela veut dire qu'il faut les intégrer dans la planification et la construction des politiques, et accepter que cela prenne du temps. C'est donc à

la municipalité de se déplacer dans les quartiers. D'après notre expérience à C40, les politiques d'adaptation aux effets des changements climatiques ne sont efficaces que si elles sont inclusives, et le GIEC lui-même l'affirme¹. Si nous n'intégrons pas la question de l'équité dans ces politiques, cela risque d'exacerber les inégalités sociales et la pauvreté. Pour une meilleure redistribution des bénéfices de l'action climatique, il faut donc sortir des politiques en silos, et penser les politiques climatiques avec les politiques d'inclusion sociale.

C.L.-L. : C'est-à-dire ? Comment faire concrètement pour aider les populations à s'adapter aux changements climatiques tout en luttant contre leur pauvreté ?



ÉLODIE PERRIOT / SCOF



S.M. : Il faut partir des besoins immédiats des populations précaires. On ne peut pas se contenter d'imposer une politique publique sans aller comprendre les besoins des populations. Par exemple, à C40, nous accompagnons depuis trois ans la ville d'Accra, au Ghana, qui souhaitait réduire ses émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des déchets par la mise en place d'un processus participatif. La municipalité a engagé un dialogue avec les acteurs de la collecte et du tri des déchets, et a constaté que la moitié étaient des travailleurs informels. Ces derniers ont exprimé à la fois le besoin de matériel de protection et celui d'anticiper les jours où il leur est impossible de travailler en raison des vagues de chaleur, avec le risque d'avoir des revenus

fluctuants. Nous avons donc lancé avec la municipalité un projet pilote qui apporte une protection sociale à ces travailleurs. Finalement, en partant d'un objectif climatique, nous

**“
ON NE PEUT PAS
SE CONTENTER D'IMPOSER
UNE POLITIQUE PUBLIQUE
SANS ALLER COMPRENDRE
LES BESOINS
DES POPULATIONS.
”**

sommes arrivés à une mesure de lutte contre la pauvreté et à une mesure de résilience. Mais nous avons aussi observé des améliorations dans le tri et le traitement des déchets à Accra. Une collecte plus

efficace obstrue moins les égouts et cela limite les risques d'inondations. Cette rencontre de la politique sociale et de la politique environnementale a été vertueuse dans les deux sens.

À partir de cet exemple, nous avons structuré des projets similaires à Dar es Salaam en Tanzanie et à Bangalore en Inde. Et un groupe de 20 villes du Sud (qui ne sont d'ailleurs pas toutes membres de C40) travaillent actuellement sur l'intégration des travailleurs informels dans les politiques de traitement des déchets, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'augmenter la résilience de ces travailleurs de première ligne. Ainsi les villes échangent des connaissances entre elles, ce qui est très bénéfique. »»

COMPRENDRE

» **C.L.-L.** : En quoi ces échanges de bonnes pratiques entre villes sont-ils importants pour permettre d'aller à la fois vers une équité sociale et vers une lutte contre les changements climatiques ?

S.M. : Nous croyons au pouvoir de l'exemple. Voir quelqu'un qui a déjà mené telle politique donne envie de l'imiter et c'est vertueux. Même si les géographies et les réglementations des villes sont différentes, toutes ont l'intérêt général au cœur de leurs politiques publiques. Par exemple, Bangalore a invité 15 autres villes du sud de l'Inde à échanger afin de leur transmettre ses connaissances et ses savoir-faire issus de notre accompagnement, et de mettre en place un dialogue social entre les agents de la ville et les collecteurs de déchets. La confiance que donne l'expérience fait toute la différence pour inspirer les autres.

C.L.-L. : Si l'on prend vos exemples d'Accra ou de Bangalore, avez-vous constaté une baisse de la pauvreté de ces travailleurs informels ?

S.M. : Notre accompagnement des villes ne vise pas à faire baisser rapidement le nombre de pauvres. Nous essayons plutôt de produire des changements systémiques sur le long terme, afin que les plus précaires participent aux politiques climatiques des villes. Nous accompagnons également ces dernières pour leur permettre de collecter des données. Car aujourd'hui, dans les villes du Sud, il est difficile de connaître le nombre exact de personnes qui vivent dans les quartiers informels. En travaillant avec des partenaires locaux et aussi des acteurs privés, nous aidons ainsi les villes à collecter ces données précieuses qui vont leur permettre ensuite de mener des politiques adaptées.

C.L.-L. : Mis à part le secteur des déchets, quelles autres politiques publiques construisez-vous avec les villes pour réduire les impacts des changements climatiques sur les plus précaires ?

S.M. : Comme je le disais, les villes du Sud doivent répondre à un flux migratoire constant de personnes qui souvent se logent dans des quartiers précaires, et à cet égard l'anticipation des risques climatiques et l'information des populations est cruciale. Nous accompagnons ainsi les villes dans la mise en place des systèmes d'alerte précoce afin d'informer à temps tout le monde, c'est-à-dire même ceux



**LES VILLES DU SUD
ONT BEAUCOUP À
APPRENDRE AUX
VILLES DU NORD,
CAR ELLES ONT PLUS
D'EXPÉRIENCE SUR
LES ÉVÉNEMENTS
CLIMATIQUES EXTRÊMES.**



qui ne savent ni lire ni écrire ou qui ne parlent pas la langue locale. Ici encore, il est important d'inclure les populations dans le développement des protocoles de communication. Et on voit la nécessité d'avoir des données accessibles sur les zones impactées.

Je voudrais aussi prendre l'exemple d'une ville du Nord pour montrer qu'il faut toujours penser la réponse de façon participative. Nous avons travaillé avec Barcelone, qui souhaitait répondre aux problèmes des canicules pour ses seniors. La réponse ne peut pas être seulement technologique, par exemple en améliorant sur le plan énergé-

tique des bâtiments qui accueillent les personnes âgées. Barcelone a travaillé sur la manière d'atteindre les populations vulnérables en formant les travailleurs sociaux, par exemple pour sensibiliser les seniors sur l'utilité d'occuper leurs fenêtres en cas de canicule, ou pour les informer sur les lieux de rafraîchissement proches de chez eux.

C.L.-L. : Vous travaillez en effet avec des villes aussi bien du Nord que du Sud. En quoi leurs échanges au sein de votre réseau sont-ils enrichissants alors que leurs réalités sont différentes ?

S.M. : En réalité, les villes du Sud ont beaucoup à apprendre aux villes du Nord, car elles ont plus d'expérience sur les événements climatiques extrêmes, en particulier les vagues de chaleur. Je pense que ces échanges entre villes du Nord et villes du Sud sont essentiels aujourd'hui, surtout dans le contexte de délitement du multilatéralisme. Nous avons besoin de cette coopération car les villes sont une échelle d'action importante dans l'aide aux populations. Et quand on y regarde de plus près, lesdites villes réduisent plus vite leurs propres émissions de gaz à effet de serre que les États qui participent aux COP sur le climat.

C.L.-L. : Justement, ne faudrait-il pas décentraliser davantage les financements mondiaux vers les acteurs locaux, comme les villes ?

S.M. : En effet, les villes sont en première ligne de la réponse. Et si nous voulons atteindre les objectifs fixés par les COP, il faut donner plus de moyens aux acteurs locaux pour financer leurs politiques. Aujourd'hui, ceux-ci ne participent pas aux négociations mondiales, réservées



quer à la lutte contre les inégalités sociales. Quant au climat, nos villes se sont transformées de manière accélérée ces quarante dernières années autour de l'utopie du béton et de la voiture. Mais désormais le climat est l'enjeu de ce siècle : il nous faut porter un imaginaire positif qui fonctionne et accepter qu'il faille du temps pour des transformations sociales longues.

C.L.-L. : N'est-ce pas utopique de vouloir construire des villes durables ? Car les villes des pays en voie de développement veulent les mêmes standards de vie que les villes des pays développés, et l'urbanisation rime avec l'augmentation des gaz à effet de serre...

S.M. : Je ne suis pas certaine que les habitants des villes du Sud aspirent à un modèle de développement des villes du Nord, car ils en voient aujourd'hui les impacts. Par exemple, nous sommes en train de bannir le moteur Diesel en Europe, et on voit qu'en Amérique latine ils préfèrent déployer des flottes de voitures électriques. Je trouve que la société civile du Sud est active sur le climat. Et le fait de pouvoir échanger sur des solutions entre les villes du Nord et du Sud permet de ne pas tomber dans le même piège du développement carboné. La question, selon moi, reste toujours celle de la démocratie : pour bâtir des institutions et des politiques plus justes, il faut ouvrir les espaces de dialogue aux habitants et instaurer des processus participatifs. En allant vers plus d'inclusion, on ne peut qu'avancer dans la bonne direction. ■

ELODIE PERROT / SCDF

aux États. Il faut répartir au niveau local l'aide au développement et les moyens de lutte contre les changements climatiques. Aujourd'hui, seuls 5 % des financements de l'adaptation aux changements climatiques parviennent aux villes. À C40, nous essayons de faire en sorte que nos maires participent aux COP, du moins aux événements en marge du sommet, *via* la voix de notre coprésidence, à savoir les maires de Londres et de Freetown. Certes, il y a désormais une

"journée des villes" lors des COP. Mais il serait grand temps de ne pas parler des villes uniquement lors de cette journée.

C.L.-L. : On a l'impression que cette question d'une politique climatique équitable n'est pas à l'ordre du jour mondial : pourquoi ?

S.M. : La question de la représentativité de nos dirigeants est au cœur du problème, car les décideurs n'ont pas d'intérêt direct à s'atta-

¹ Sur cette prise de position du GIEC : bit.ly/ClimSC

EN VILLE, ENTRE “BOUILLOIRES THERMIQUES” ET “PUITS DE CHALEUR”

En France, les premières victimes des effets des changements climatiques sont les “urbains modestes”. Ce constat est le fruit du cumul d'inégalités que subissent ces ménages.

PAR **BENJAMIN SÈZE**

« **B**ouilloire thermique. » Cette expression employée par la Fondation pour le logement désigne les habitations mal isolées où l'air devient quasiment irrespirable lors de fortes chaleurs. « *Or l'adaptation de ces logements face aux impacts des changements climatiques, n'a jusqu'ici pas été au cœur de nos politiques publiques de rénovation [davantage axées] sur la réduction de la consommation d'énergie, la décarbonation de*

nos modes de chauffage et le maintien d'une température minimale dans le logement », constate l'association. Dans un rapport¹ publié en 2024, la Fondation pour le logement montre que les grandes villes concentrent une plus grande proportion de “logements trop chauds”, et que ce sont les “urbains modestes” qui déclarent le plus subir ce phénomène. Et pour cause, dans une enquête² parue la même année, l'association Ghatt'up souligne « *la qualité médiocre de l'isolation dans les logements sociaux* ».

AVIS D'ACTEUR

DAPHNÉ CHAMARD-TEIRLINCK, RESPONSABLE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE, AU SECOURS CATHOLIQUE

EN FRANCE COMME DANS LE MONDE, LES ENJEUX SONT LES MÊMES

Que ce soit en France ou à l'étranger, on observe que les plus précaires sont toujours les plus exposés aux effets des changements climatiques. De ce constat commun est né notre projet de rapport “Climat et pauvreté”, que nous réalisons avec nos partenaires malgaches, brésiliens et tunisiens. Selon les pays, nous ne sommes évidemment pas à des échelles de pauvreté équivalentes. Néanmoins, quand il s'agit des logements mal isolés, qui deviennent des bouilloires thermiques lors des canicules, des zones où les inondations sont le

plus fréquentes, des puits de chaleur..., il se dégage une constante : les populations urbaines les plus précaires sont toujours les plus concernées, notamment parce que les territoires qu'elles habitent sont souvent délaissés par les pouvoirs publics. Il existe une communauté de destin entre des personnes qui partout dans le monde vivent les mêmes réalités et sont confrontées aux mêmes problématiques. Derrière les chiffres et les maisons détruites, ce sont d'abord des vies qui sont dévastées. Et que ce soit en France ou dans d'autres pays, on trouve les mêmes enjeux d'ac-

compagnement psychologique et social, dans la durée, avec pour priorité d'aider les personnes à se reconstruire mentalement et de leur garantir (à nouveau) un accès aux droits. Ici comme là-bas, nous insistons aussi pour que la dimension sociale soit prise en compte dans l'appréhension des effets des changements climatiques et dans les réflexions menées pour s'y adapter. Car selon les territoires et selon la situation socio-économique des ménages, les types de solutions, les investissements nécessaires et l'urgence d'agir ne sont pas les mêmes. ■

Par-delà l'habitat, le milieu urbain dans son ensemble se révèle moins résilient face aux événements climatiques extrêmes (canicule, inondation...). "Notre affaire à tous", association de juristes engagés contre l'injustice climatique, établit le constat que « *les villes (françaises) font face à des températures plus élevées que dans les zones rurales voisines* ». Car elles cumulent « *une faible végétalisation qui ne permet pas leur rafraîchissement* », l'utilisation de « *matériaux, comme le béton, qui absorbent et retiennent davantage la chaleur et la pollution atmosphérique* », et enfin une organisation et une densité des infrastructures « *qui y empêchent la bonne circulation de l'air* ».

Là encore, ce sont les ménages précaires qui en pâtissent le plus, observent les experts du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : « *Le réchauffement climatique est plus intensément ressenti par les populations urbaines pauvres, soumises au phénomène des îlots de chaleur dans des environnements urbains très minéraux*³. » Au manque d'espaces verts s'ajoute souvent, aux abords des quartiers périphériques où vivent majoritairement des personnes et familles modestes, la présence d'« *usines à risques industriels classées Seveso* », de « *voies rapides urbaines* » et d'« *axes autoroutiers* », indique Ghatt'up. De récentes données de Santé publique France montrent que les enfants de familles modestes sont les plus affectés par les maladies liées à la pollution de l'air. Or la chaleur a un effet multiplicateur sur la pollution de l'atmosphère. Pour Robin Ehl, spécialiste du sujet à Oxfam France, des investissements publics sont indispensables pour réduire la vulnérabilité des populations urbaines précaires face aux effets des changements climatiques. « *Tout en étant les plus exposées, elles sont également les moins en capacité de s'en protéger* », souligne-t-il. Il faudrait à la fois des aménagements territoriaux, comme la végétalisation des villes, et des politiques sociales, avec des mesures spécifiques pour les ménages les plus fragiles. ■

1 Rapport "Logements-bouillottes : l'État reste de glace", août 2024.

2 Enquête "(In)justice climatique", octobre 2024.

3 Rapport "Faire de la transition un levier de l'inclusion sociale", juin 2024.



DES OUTILS POUR COMPRENDRE

À LIRE

Urbanités

Une revue française consacrée au fait urbain dans toutes ses dimensions (géographique, sociologique, économique...) et dans toutes les villes du monde.

www.revue-urbanites.fr



Repenser les quartiers précaires

Un ouvrage de l'AFD (Agence française de développement) sur les quartiers informels, dirigé par la sociologue et urbaniste Agnès Deboulet. Avec notamment un chapitre écrit par l'urbaniste Véronique Dupont sur le défi de la participation des plus précaires en Inde.

Repenser les quartiers précaires : écrits, cheminements et interventions, Paris, Deboulet, Agnès (dir.), Agence française de développement, 2016.

www.afd.fr/fr/ressources/repenser-les-quartiers-precaires



À LIRE SUR LE WEB

Aravindunni.com

Le blog du chercheur indien spécialiste des villes, Aravind Unni, membre de IGSSS Fondation.

www.aravindunni.com/ (en anglais).



Rise-Up : Resilient Settlements for the Urban Poor

Pour tout savoir sur le programme d'ONU-Habitat pour des villes durables et inclusives pour les

plus pauvres (en anglais).

unhabitat.org/programme/rise-up-resilient-settlements-for-the-urban-poor

RENCONTRER



PARCOURS

Né en 1981

2009

Devient assistant
parlementaire

2012-2018

Directeur de l'association
"Hors la rue"

2018-2022

Directeur du collectif
Romeurope

2022 à nos jours

Directeur de l'association
"Hors la rue" pour la
deuxième fois.

GUILLAUME LARDANCHET, DIRECTEUR DE "HORS LA RUE"

CHANGER DE REGARD SUR LES MINEURS À LA RUE

PAR **DJAMILA OULD KHETTAB**. PHOTOS: **MATHIEU GÉNON**

À la tête de "Hors la rue", une association qui vient en aide aux mineurs étrangers éloignés de la protection de l'enfance, Guillaume Lardanchet s'emploie depuis une quinzaine d'années à faire valoir le statut de victime des jeunes sans abri, à la merci de réseaux criminels.

Il faut pousser la grille d'un portail, passer sous une barre d'immeuble puis traverser une cour intérieure pour enfin apercevoir le logo de l'association, d'un rouge éclatant. C'est loin du bouillonnement d'une avenue montreuilloise, en banlieue parisienne, que l'association "Hors la rue" a pris ses quartiers. Une discrétion voulue « *pour protéger l'anonymat des jeunes* », indique Guillaume Lardanchet, de retour à la direction de l'association, qui vient en aide aux mineurs étrangers sans abri.

Le militant de 44 ans a intégré la structure associative il y a quinze ans, ne supportant plus la stigmatisation des jeunes migrants à la rue. Le discours de Nicolas Sarkozy prononcé à Grenoble en 2010, dans lequel l'ancien président français assimile immigration et délinquance, constitue « *un tournant* » pour celui qui travaille alors comme assistant parlementaire d'une députée socialiste. « *Il fallait faire contrepoids, parler de ces mineurs comme d'enfants à protéger, leur donner leur bonne place.* » En 2012, le jeune homme quitte le palais Bourbon pour prendre les

rênes de l'association. « *M'investir pleinement dans un cadre associatif avait plus de sens que de poursuivre mon engagement dans le milieu politique, où les ambitions personnelles priment souvent sur les ambitions collectives* », confie-t-il en pénétrant dans la pièce principale de l'accueil de jour. Dans ce grand espace ouvert, à l'esprit



**PARLER DE CES MINEURS
COMME D'ENFANTS
À PROTÉGER.**



"loft", une cuisine aménagée fait face à un baby-foot près duquel des piles de livres, de jeux de société et de puzzles garnissent une bibliothèque. Cet après-midi, le calme règne. « *Il y avait beaucoup plus de passage, avant* », observe Guillaume Lardanchet.

L'association, qui recevait principalement des jeunes subsahariens en

attente de reconnaissance de leur minorité et d'une prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), concentre désormais ses efforts sur les mineurs en grande errance non demandeurs de protection, « *afin de répondre à des besoins qui ne sont pas couverts par les associations* ». La plupart de ces mineurs sont originaires du Maghreb. À leur arrivée en France, beaucoup sont tombés dans les filets de réseaux criminels qui les contraignent à commettre toutes sortes de délits et même, parfois, à se prostituer. Guillaume Lardanchet décrit un mécanisme d'emprise : « *Au début, les exploiters donnent gratuitement des psychotropes puissants et très addictifs comme le Rivotril, rebaptisé "madame, courage", pour désinhiber les adolescents et les encourager à voler. Ils en deviennent très vite dépendants. Les criminels exigent alors qu'ils payent pour en obtenir. Les jeunes finissent par voler pour avoir de quoi se payer les médicaments.* » Il ajoute : « *Quand ils cessent d'en consommer, les jeunes font face à des effets de manque extrêmes. On en a rencontré qui s'auto-mutilaient.* » Pour mieux repérer et accompagner ce public en « *grande souffrance et très méfiant* », le responsable associatif a restructuré et renforcé son équipe. Il a recruté une art-thérapeute, une médiatrice en santé et une chargée de mission pour lutter contre la traite humaine. »

RENCONTRER



MATHEU GÉRON / SGGF

» « Notre objectif est de nous faire identifier comme adultes bienveillants en multipliant les rencontres sur leurs lieux d'errance, explique-t-il. On leur dit : "si tu veux parler de ta consommation de drogue ou qu'on t'accompagne devant le juge, on est là". » Guillaume Lardanchet poursuit : « Quand un jeune nous rappelle, on se dit qu'on a réussi. On lui a permis de se rendre compte qu'il pouvait faire confiance à quelqu'un et communiquer ses besoins. Ça paraît peu, mais c'est un travail compliqué qui demande de la permanence, de la disponibilité et, pour les salariés, une capacité de recul. »

En 2022, après un long travail de terrain, l'association parvient à convaincre un groupe de garçons – âgés de 8 à 16 ans – de poursuivre en justice leurs bourreaux. Sous l'empire de la drogue, ces jeunes ressortissants marocains étaient forcés de détrousser les touristes sur le parvis du Trocadéro. « Quand on les rencontre, ils refusent notre proposition de mise à l'abri. Des adultes viennent s'interposer. Ces éléments mis bout à bout nous ont fait dire que ces jeunes étaient en situation d'exploitation, souligne

Guillaume Lardanchet. L'enquête révélera qu'ils étaient soumis à une consommation de drogue énorme, environ 20 000 pilules en six mois. » "Hors la rue" se constitue partie civile à l'audience. Une première pour l'association. « C'était une manière

“
**CONSIDÉRER CES JEUNES
COMME DES VICTIMES
DE TRAITE HUMAINE ET NON
PAS DES DÉLINQUANTS.**
”

d'être à leurs côtés. Durant le temps de la justice, il était possible que certains se désintéressent du procès ou aillent ailleurs ». Le procès s'est tenu au tribunal correctionnel de Paris début 2024. Les six prévenus, jugés pour « traite d'êtres humains », « recel de vol » et « trafic de médicaments et de stupéfiants », ont été reconnus coupables. Ils purgent une peine allant d'un à six ans de prison ferme, assortie d'une amende allant de 5 000 à 8 000 euros.

Cette condamnation représente une « grande avancée », se félicite Guillaume Lardanchet. « En considérant ces jeunes non plus comme des délinquants mais comme des victimes de traite humaine, on va pouvoir arrêter des personnes dans la hiérarchie des crimes et délits qui font des choses beaucoup plus répréhensibles que ces mêmes. » Pour lui, une politique pénale sévère envers les mineurs auteurs de délits n'est pas « efficace ». Car « elle alimente les réseaux criminels. Les mineurs mis en bout de course, soit parce qu'ils sont incarcérés soit parce qu'ils sont cassés par les psychotropes, sont remplacés par d'autres ».

Un an après le procès, « la vie des jeunes du Trocadéro n'a pas beaucoup changé », rapporte Guillaume Lardanchet. Certains se sont volatilisés, d'autres sont encore en errance, quelques-uns sont en détention. Un petit nombre d'entre eux, toujours accompagnés par l'association, est « en voie de stabilisation ». « On nous demande souvent combien d'enfants on sauve, de raconter les success story, observe-t-il. Il faut accepter que ces jeunes aient des parcours extrêmement chaotiques. Ce qu'on va leur apporter n'aura peut-être pas d'effet immédiat mais pourra leur servir ailleurs, à un autre moment. C'est ce qui compte. » Il conclut : « Ce n'est pas une association de 20 salariés comme la nôtre qui va pouvoir faire sortir de la rue et protéger ces enfants en danger. C'est un travail pluridisciplinaire. Les institutions policières, judiciaires et sociales, dont c'est la fonction, doivent en faire davantage. » ■



(SUR)VIVRE AU BOIS DE VINCENNES

PAR **DJAMILA OULD KHETTAB** PHOTOS : **MATHIEU GÉNON**

Plus d'une centaine de personnes sans abri vivent de manière permanente dans le bois de Vincennes, en bordure de Paris. Bien que les conditions de vie y soient difficiles, elles s'approprient cette grande étendue verte où elles tentent de reconstruire un chez-soi. Rencontre avec Hichem, Abdou Karim et Guilaïne.



MATHEU GENON / SCOF

▲ Hichem vit dans un campement rudimentaire, caché par les buissons.

Le jour se lève lentement sur le bois, encore plongé dans une semi-obscurité. La pluie, tombée en abondance ces derniers jours, a gorgé le sol d'humidité et l'hiver dénudé la plupart des arbres hauts et frêles. Entre les branches d'un arbuste encore touffu, un visage surgit, labouré de rides, orné d'une barbe grisonnante et surmonté d'un bonnet en laine. Hichem, équipé d'une lampe frontale, s'extirpe de sa tente, engoncé dans son sweat à capuche recouvert par une parka frappée du logo de la Ville de Paris. Il a dormi tout habillé. « C'est ma "tenue de rue",

dit le sans-abri de 46 ans. « *Quand je sors du bois, je mets ma "tenue civile", des vêtements propres et en bon état. Comme ça, je passe inaperçu.* » Il porte autour du cou une sacoche dont il ne se sépare jamais – « *y compris pour dormir* ». Elle contient sa pièce d'identité, sa prothèse dentaire, son portable et huit batteries externes. Tout ce qu'il a de plus précieux. Pour résister au froid mordant, Hichem a passé la nuit emmitoufflé sous un tas de couvertures. « *C'est la technique de l'oignon. On empile les couches* », décrit-il. Quand le froid devient insupportable, il fait bouillir sous sa toile une casserole d'eau sur une petite bonbonne de gaz. « *Avec la vapeur, l'air se réchauffe* », explique-t-il. « *Je cuisine aussi à l'intérieur, ça aide à rester au chaud.* » En dernier recours, il déploie une couverture de survie. Mais « *le froid n'est rien comparé à la chaleur de l'été* », assure

cet habitant du bois. Durant la saison estivale, sa toile devient une fournaise. « *Il y fait presque 40 degrés. Impossible d'y rester.* »

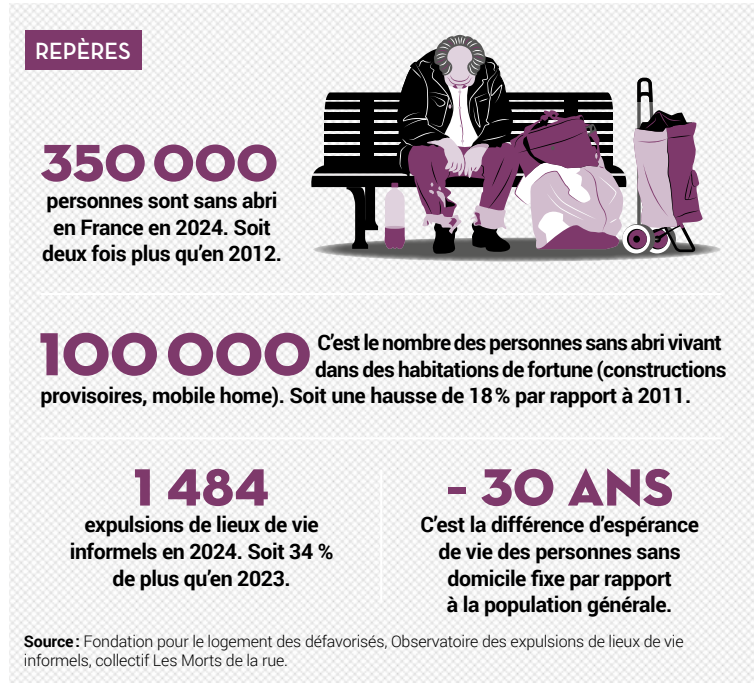
Solitaire

Dans le fond de la tente, des bidons en plastique s'entassent. « *300 litres d'eau en tout, annonce-t-il. C'est ma source de vie au cas où les fontaines publiques ne fonctionneraient plus. Parfois elles gèlent, parfois la mairie coupe les robinets. Trouver de l'eau, surtout de l'eau potable, c'est peut-être ce qu'il y a de plus difficile quand on est à la rue.* » Rien d'autre ne traîne. Son petit campement, surmonté d'une simple bâche bleue résistante aux intempéries, est dépouillé. « *Pour éviter d'attirer les souris* », précise-t-il. Et « *les voleurs. Même si on n'a rien, des gens trouvent quand même le moyen de nous voler.* » Hichem entrepose ses vivres et le reste de ses affaires dans un garde-meuble

de 12 mètres carrés, situé à proximité de son lieu de vie. Il s'y rend à pied « *trois fois par semaine* », muni d'un chariot de courses. Le dimanche soir, sur le chemin du retour à son campement, il s'arrête devant un restaurant pour brancher son téléphone et ses batteries externes à une prise extérieure. Ce sont les rares sorties qu'il s'accorde. Hichem passe ses journées dans son installation de fortune, cachée par la végétation, à tromper l'ennui en consultant son téléphone. Une vie de loup solitaire voulue par cet homme qui a requis l'anonymat, de peur d'être reconnu par ses proches avec qui il a coupé les ponts. Il ne souhaite pas côtoyer les autres campeurs du bois. Ni se faire remarquer par les habitants du quartier. « *Ici, c'est huppé, lance-t-il. Les résidents n'aiment pas trop voir des SDF squatter.* »

Basculer dans la pauvreté

Quelques années en arrière, Hichem avait une bonne situation. Il vivait en colocation avec un ami à Montreuil, en banlieue parisienne. Il était déménageur. « *J'ai toujours bossé : à la mairie, à la poste, comme*



gardien d'immeuble, énumère le sans-abri, originaire de Saint-Ouen, près de Paris. *Je n'avais aucun problème d'argent.* » Jusqu'au jour où, au début de l'année 2020, une douleur lancinante à la hanche se déclenche. Un médecin lui diagnostique une tendinite chronique et lui prescrit un arrêt de travail. Mais à la fin de son congé de maladie, la douleur

est toujours aussi insoutenable. « *J'étais incapable de porter des charges lourdes* », confie Hichem en s'asseyant à même le sol avec difficulté. « *Je ne pouvais pas reprendre les missions d'intérim.* » Il se retrouve au chômage, puis bascule au RSA. Le voilà en grande difficulté pour régler son loyer. Il finit par quitter son logement à Montreuil. Il vend ses meubles et son électroménager. Et se retrouve dans le bois de Boulogne, à l'ouest de la capitale. Il y reste un petit moment. Puis il décide de s'installer à l'autre bout de Paris, dans le bois de Vincennes, « *pour se rapprocher* »



MATHIEU GÉRON / SDCF

◀ Hichem conserve la majeure partie de ses affaires dans un box qu'il loue 100 euros par mois.



▲ Abdou Karim entretient soigneusement son campement.

» de [sa] domiciliation ». Hichem n'a jamais envisagé de dormir à la rue. « Pas assez pratique, estime-t-il. Il faut déballer et remballer ses affaires tous les jours. C'est un casse-tête. » Comme Hichem, Abdou Karim est arrivé dans le bois de Vincennes

au cours de l'été 2024 car il n'avait plus de quoi payer son loyer. Ce gaillard de 45 ans, migrant sans papiers originaire du Sénégal, enchaînait les petits boulots précaires non déclarés jusqu'au coup d'envoi des jeux Olympiques. « À partir de là, c'est devenu très difficile de sortir chercher du travail, raconte-t-il. J'ai vite épuisé toutes mes économies. » Il se retrouve à errer dans les rues de la capitale et finit par trouver refuge dans le bois, « où il y a moins de contrôles de police ».

Débrouillardise

Des effluves d'encens embaument sa tente. « Deux promeneuses me l'ont donnée. On y tient à quatre. Au début, j'étais dans une deux-places. Je suis plus à l'aise dans celle-ci », confie Abdou Karim en se déchaussant avant d'entrer chez lui. Au sol, un tapis en gazon synthétique isole du froid et de l'humidité. L'abri est aménagé avec soin en deux espaces distincts. À l'entrée, « côté salon », un bouquet de fleurs artificielles



MATHEU GÉRON / SCOF

décore un petit meuble à tiroirs contenant des provisions. Sans revenu, Abdou dépend de l'aide alimentaire. Il récupère également des vivres, ainsi que des vêtements, des couvertures et des « objets utiles », laissés sur l'avenue attenante par des riverains. « Ils savent que des SDF vivent là et ont besoin du nécessaire pour survivre », observe-t-il. Tout au fond de la tente, « côté chambre à coucher », un matelas en mousse est entouré de sacs bourrés de vêtements et

de linge propres. « Ça fait du poids, dit-il. Comme ça, la tente ne s'envole pas. » À plusieurs reprises, il lui est arrivé de batailler toute la nuit contre des bourrasques qui ont saccagé une partie de son installation précaire. « Ici, c'est un cinq-étoiles par rapport à ce que j'ai connu », plaisante cet ancien légionnaire qui a servi cinq ans dans l'armée sénégalaise, près de la frontière avec la Gambie. « Une jungle infestée de scorpions et de serpents, se souvient-il. Il pleuvait non-stop. » Au bois, « le plus embêtant, c'est les moustiques, surtout l'été, ajoute-t-il. Pour l'hygiène, ce n'est pas facile non plus ». Comme il n'y a aucune douche publique dans cette grande étendue, il faut faire de longs trajets pour se laver. « Il m'arrivait de me doucher et de faire ma lessive sur mon lieu de travail quand je le pouvais », confie-t-il.

Débrouillard et créatif, l'ancien militaire s'adapte à cette vie dans la nature. Sur un tronc, il a posé une cage et placé une autre sur une table. Il sifflote pour inviter les oiseaux qui survolent son campement à s'approcher et venir picorer. « C'est agréable de les entendre », dit-il en souriant. Mais pas question de s'éterniser dans le parc de l'Est parisien. L'homme, qui souffre d'un diabète de type 2, « une maladie mal soignée » dans son pays d'origine, espère obtenir un titre de séjour pour raison médicale. Ce qui lui permettrait de décrocher un emploi déclaré et, par la suite, de retrouver un logement. « Et d'en finir avec les

galères », dit-il. Hichem, lui, mise sur une formation de cariste, un « métier en tension » et adapté à son état physique, qu'il commence dans deux semaines. « Une fois le certificat obtenu, je n'aurai qu'à aller dans une agence d'intérim pour ressortir avec un boulot », assure-t-il.

“

J'AI DÉCIDÉ DE ME PRENDRE EN MAIN ET DE NE PLUS RIEN DEMANDER À PERSONNE.

”

Il a financé cette formation avec ses économies, Pôle emploi n'ayant pas répondu à sa demande d'aide. Sur son téléphone, il fait défiler des

échanges par mail. « Dix conseillers en l'espace de deux ans et un seul entretien direct. Ils n'en ont rien à faire des gens au RSA, on est des bouche-trous, peste-t-il. J'ai décidé de me prendre en main et de ne plus rien demander à personne. »

Tolérés

Dans cet écrin de verdure à la lisière de Paris, pas besoin de s'enfoncer très loin pour distinguer des campements plus ou moins sophistiqués. La Ville les tolère, elle ne les évacue pas. Mais elle interdit les constructions en dur, les cabanes trop élevées – et visibles – et les meubles imposants. Des agents municipaux y veillent. Le nombre des habitants du bois de Vincennes varie. Selon Emmaüs Solidarité, l'opérateur social chargé de coordonner l'action des associations sur le territoire, ils sont aujourd'hui aux alentours de 150. L'écrasante majorité sont des hommes, âgés de plus de 40 ans. Beaucoup sont étrangers : ils viennent d'Europe de l'Est, notamment de Bulgarie et de Roumanie, et, de plus en plus, de »

EXPLORER

» pays subsahariens. Quelques-uns mènent une vie de communauté. Entre voisins, ils s'entraident, s'invitent et surveillent à tour de rôle leurs abris pour se prémunir des tentatives de vol. Un grand nombre de ces installations provisoires sont désertes pendant la journée. Les propriétaires sont partis gagner leur pain. Certains ont un emploi. D'autres font la manche ou chinent des objets ou des matériaux qu'ils revendent pour survivre. Des vestiges d'anciens campements, totalement abandonnés, subsistent. À l'écart d'un sentier de promenade, une bâche, une chaise pliante et un amas de brindilles destinées à un feu de camp gisent au sol. « *C'était l'emplacement de Jah Prince* », indique Jacques, un bénévole du Secours Catholique qui arpente une fois par mois ces allées boisées à la rencontre de leurs habitants. « *Il faisait profiter*

ses voisins et les promeneurs de sa musique. » Le chanteur de reggae franco-ivoirien, ruiné, a récemment été relogé après presque une décennie passée sous ces feuillages. Une poignée d'habitants n'a en revanche pas l'intention de quitter le

“
Avoir de la compagnie,
ça remonte
le moral.
”

bois. Ils se sont « *volontairement mis en retrait* », ne supportant plus « *le rejet des administrations et de la société* », explique le bénévole du Secours Catholique, responsable des tournées dans le bois de Vincennes, en s'aventurant dans

un endroit reculé. « *On croise aussi des personnes souffrant de troubles psychologiques ou d'addictions.* » Au bout d'un chemin déblayé, une cabane faite de planches de bois et de tôles trône au milieu de ce qui semble presque être une parcelle privée. « *On vient d'arriver chez Félix. Il vit là depuis vingt ans*, souligne Jacques. *Il ne compte pas partir, il dit qu'il s'y sent bien.* » « *Félix, vous êtes là ?* » demande-t-il. Personne ne répond. La porte de la cabane est fermée. « *Il a dû sortir*, suppose le bénévole. *On repassera.* »

S'entraider

Le soleil matinal monte doucement au-dessus du bois qu'il réchauffe. Abdou Karim donne un coup de balai devant son abri. « *Je suis maniaque*, dit-il en souriant. *Quelquefois je fais un tour dans les environs avec un sac poubelle et je ramasse les déchets.* » Une femme à la silhouette

POSITIONNEMENT

AVOIR UN TOIT POUR VIVRE DIGNEMENT

Le Collectif des associations pour le logement, dont fait partie le Secours Catholique, a déposé en février dernier deux recours contre l'État devant le tribunal administratif de Paris pour non-respect du droit inconditionnel à un hébergement d'urgence et du droit au logement opposable (Dalo). « *Le logement est un préalable à une vie digne* », estime Maud Clément, animatrice au Secours Catholique de Paris. « *Chaque personne, même les plus éloignées, doit pouvoir accéder et se maintenir dans un logement.* »

Pour cela, « *l'offre de logements, notamment de logements sociaux accessibles aux plus faibles revenus, doit être développée* », ajoute-t-elle. Le nombre de places dans les centres d'hébergement d'urgence doit également être revu à la hausse. Cela permettrait de « *sortir d'une logique de priorisation qui met en concurrence des publics vulnérables* ».

Tout au long de l'année, le Secours Catholique organise des tournées de rue – comme au bois de Vincennes – pour aller à la rencontre de personnes

sans abri, « *afin de rompre leur isolement sans le leur imposer* », précise Maud Clément. « *Les bénévoles proposent une écoute et une discussion agréable à des personnes qui disent souvent se sentir invisibles, voire inexistantes.* » Des lieux multi-activités permettent aussi aux personnes accueillies de nouer des liens et de participer à des projets. L'animatrice explique : « *On agit avec les personnes dans une optique d'accompagnement vers l'autonomie et de développement du pouvoir d'agir de chacun et de chacune.* » ■



MATHIEU GÉNON / SCOF

▲ Depuis quelques jours, Abdou Karim partage sa tente avec Guilaine, une femme à la rue, qu'il a rencontrée dans une cantine solidaire.

menue, enveloppée dans une doune, sort de la tente. Des bouteilles vides à la main, ils partent ensemble « pour faire le plein d'eau ». Au loin, l'imposant rocher du parc zoologique émerge entre les arbres. Depuis quelques jours, Abdou Karim partage son campement avec Guilaine. Cette femme blonde de 55 ans aux traits tirés est à la rue depuis le décès de son conjoint, il y a deux ans. « Le bail de notre appartement était à son nom et je n'avais pas les moyens de régler le loyer », relate Guilaine, allocataire du RSA. « Pour retrouver un logement, il faut retrouver un emploi déclaré, gagner trois fois le loyer, payer une caution. Mais quand on est à la rue, retrouver un

emploi, ce n'est pas évident. » Elle a fait la connaissance d'Abdou Karim dans une cantine solidaire, dans l'Est parisien. Sans-abri, elle était « à plat », les pieds en sang à force de marcher. « Je portais des claquettes, je ne supportais plus les chaussures fermées », se souvient-elle. Le jour, elle voguait des bancs de stations de métro à ceux d'arrêts de bus. La nuit, elle déambulait dans les rues parisiennes en tirant deux valises, tout en transportant deux cabas sur son dos. « Sans jamais m'arrêter. J'avais peur de rester sur place, qu'il m'arrive quelque chose, confie-t-elle. Quand quelqu'un s'approchait de moi, je lui faisais peur pour le faire fuir. C'est fatigant d'être constamment sur la défensive. » Elle s'interrompt, sourit à Abdou Karim, assis à ses côtés, et reprend : « Je ne sais pas dans quel état je serais aujourd'hui s'il ne m'avait pas ouvert sa porte. Grâce à lui, je me sens enfin en sécurité.

Parfois, je pars dans mes pensées, je me souviens des moments difficiles passés seule à la rue. Ça fait du bien d'avoir quelqu'un qui vous rassure. » Abdou Karim sourit à son tour : « Je n'ai pas hésité une seule seconde à l'accueillir. Je lui aurais même laissé ma tente et je me serais débrouillé si je n'avais pas eu de place pour l'accueillir ici. La rue, c'est plus dur pour les femmes que pour les hommes. » Et puis, « avoir de la compagnie, ça remonte le moral ». ■

À écouter



Dans le podcast « Parcours, la parole aux invisibles », Djamilia Ould Khettab est allée rejoindre Yvan et ses voisins qui vivent au quotidien dans le bois de Vincennes.



© SEBASTIÃO SALGADO

POINT DE VUE

HOMMAGE

SÉBASTIÃO SALGADO, LA SOUFFRANCE ET LA BEAUTÉ

Des corps d'hommes couverts de pétrole semblent se transformer en statues d'ébène. Des corps d'hommes couverts de boue semblent se transformer en statues de pierre. Dans un désert au Koweït ou dans une exploitation d'or au Brésil, ces photos connues de tous, vont marquer le travail de Salgado. Pendant plusieurs décennies, le photographe franco-brésilien fera des clichés de la destruction de la terre par l'homme. Génocide au Rwanda, famine en Éthiopie, guerre en Angola, exode, il voit tout, il photographie tout. Il s'épuise. Il s'exile. Il reprend son souffle. Dans les années 2000, c'est désormais de la beauté dont il parlera dans son travail. La beauté de la faune, de la flore, on y voit aussi, en creux, l'absolu urgence à la sauver, cette nature. Son engagement pour les plus fragiles et sa sensibilité à la beauté du monde, nous font penser que son combat est aussi le nôtre. Parce que le travail de Sebastião Salgado nous touche, émue par son décès, la rédaction tenait à lui rendre hommage. ■

© SÉBASTIÃO SALGADO

Sébastien Salgado est né le 8 février 1944 à Aimorés, au Brésil. Économiste de profession, il commence la photographie en autodidacte dans les années 1970. Par la suite, il intègre successivement les agences Sygma, Gamma et Magnum puis crée l'agence Amazonas Images avec sa femme Lélia Wanick Salgado. C'est également ensemble qu'ils fondent en 1998, l'Instituto Terra qui a pour objectif de restaurer la forêt de leur ancienne ferme familiale. Salgado meurt le 23 mai 2025 à Paris.



bit.ly/SalgadoSC

LES EXPERTS

par Besse & la Blanche

Les villes, où habite plus de la moitié de l'humanité, souffrent aussi des problèmes écologiques. Pour y remédier, il faut des experts.

Sauf que les Experts viennent de l'EXtérieur...



... et leurs solutions sont parfois hors sol.

Alors que les habitants vivent au plus près des problèmes.



À force d'expérience, les habitants les plus précaires ont développé une expertise.

Ils ont des solutions.



Bref, pour ce qui est des solutions, les véritables experts, ce sont souvent les plus précaires.

Ingénierie en survie

Spécialiste en gestion des déchets

Expert en débrouille

Docteur en mouise



C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN SYMBOLE, UNE DEVISE GRAVÉE DANS LA PIERRE, UNE BELLE IDÉE DE L'HUMANITÉ QUI NOUS REND FIER. MAIS ÇA NE DOIT PLUS RESTER UNE PROMESSE EN L'AIR, LA FRATERNITÉ MAINTENANT, IL FAUT LA FAIRE. ET CE N'EST PAS FACILE. LA FIN DE LA PAUVRETÉ N'EST PAS POUR DEMAIN, ON NE VA PAS SE MENTIR. MAIS LAISSER FAIRE, LAISSER TOMBER, CE SERAIT ENCORE PIRE. ALORS IL FAUT POUVOIR REGARDER EN FACE CEUX QUI NE TROUVENT PLUS LEUR PLACE, LEUR DIRE QU'ON EST TOUS SOLIDAIRES, QUE ÇA POURRAIT ÊTRE NOUS DANS LA GALÈRE. ALORS C'EST QUOI LA FRATERNITÉ ? UN ENFANT QU'ON ACCOMPAGNE DANS SA SCOLARITÉ ? UNE GRAND-MÈRE QUI SE SENT UTILE ET AIMÉE ? UN COIN DE TERRE, UN BOUT DE JARDIN OÙ ON PEUT ENCORE SE SENTIR BIEN ? UNE MAIN QUE L'ON TEND DANS LES CRISES ET LES TEMPÊTES ? UN LARGE SOURIRE QUI DIT « C'EST BON, ÇA Y EST, VOUS Y ÊTES » ? OU LA CHALEUR D'UN BON CAFÉ POUR SE POSER, POUR TOUT RACONTER ? C'EST TOUT ÇA LA FRATERNITÉ, C'EST REFUSER LES INÉGALITÉS OU LA PRÉCARITÉ. PEU IMPORTE CE QU'ON FAIT OU CE QUI NOUS Pousse À LE FAIRE, L'IMPORTANT EST D'AGIR, DE MONTRER QU'ON EST TOUS FRÈRES. MÊME SI C'EST PEU, MÊME SI CE N'EST PAS TOUT LE TEMPS, LE JOUR OÙ VOUS COMMENCEREZ SERA TOUJOURS LE BON MOMENT. VOUS PENSEZ QUE LA FRATERNITÉ NE VA RIEN RÉGLER ? NOUS, ON PROPOSE JUSTE UN TRUC : ET SI ON ESSAYAIT ? PARCE QU'IL SUFFIRAIT QU'ON LE DÉCIDE, VOUS, NOUS, MAINTENANT ET ÇA CHANGERAIT LA VIE DE MILLIONS DE GENS.

LA FRATERNITÉ N'EST PAS UNE PROMESSE EN L'AIR, C'EST UNE RÉVOLUTION ET ENSEMBLE ON PEUT LA FAIRE.

REJOIGNEZ LA
#REVOLUTIONFRATERNELLE
revolutionfraternelle.org

